

**OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL**

ÉTAIENT PRÉSENTS: M. JEAN BURTON, président
 M. ALAIN DUHAMEL, commissaire
 Mme IRÈNE CNQ-MARS, commissaire

**AUDIENCE PUBLIQUE
SUR LE LEADERSHIP DE MONTRÉAL,
LA MÉTROPOLE**

PREMIÈRE PARTIE

VOLUME 2

Séance tenue le 4 juin, 9 h
Centre Mont-Royal – salle Mansfield
2200, rue Mansfield

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DE LA MATINÉE DU 4 JUIN 2013

PRÉSENTATION :

Mme Louise Roy , présidente de l'OCPM et animatrice des forums	1
---	---

CONFÉRENCIER:

M. Marcel Côté , associé fondateur de SECOR.....	5
« Le leadership de Montréal, la métropole - les grands axes d'intervention de la Ville »	

PÉRIODE DE QUESTIONS

Mr. Robert Hajaly	23
Pierre Brisset.....	24

PRÉSENTATION DES PANÉLISTES

M. Bernard Landry , Professeur, École des sciences de la gestion, UQAM, ancien premier ministre du Québec	29
M. Gérard Beudet , Professeur titulaire, Institut d'urbanisme, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal et Directeur de l'Observatoire de la mobilité durable	33
M. Gérard Boismenu , Doyen, Faculté des Arts et des Sciences, Université de Montréal	39
M. Yves Bellavance , Coordonnateur de la Coalition montréalaise des Tables de quartier.....	44
M. Pierre Paquette , anciennement Secrétaire général de la CSN, Professeur d'économie, Collège Maisonneuve	51

PÉRIODE DE QUESTIONS

M. Daniel Gill	58
M. Robert Hajaly.....	67
M. Ron Rayside.....	71
Mme Marie-Claire Dumars	80
M. Pierre Brisset.....	85

AJOURNEMENT

PRÉSENTATION DE Mme LOUISE ROY
PRÉSIDENTE DE L'OCPM ET ANIMATRICE DES FORUMS

5 **Mme LOUISE ROY :**

Alors, bienvenue à tous, à ce tout premier forum qui se tient dans le cadre de la consultation publique organisée par l'Office de consultation publique de Montréal sur le *Projet de plan de développement de Montréal* présenté par la Ville. Je m'appelle Louise Roy, je suis
10 présidente de l'Office de consultation publique.

Permettez-moi, d'entrée de jeu, de vous présenter mes collègues qui sont membres de la commission, de l'Office, sur ce mandat. Jean Burton est biologiste et il possède une vaste expérience dans le domaine de l'environnement et du développement durable et il assumera la
15 présidence de la commission.

Alain Duhamel a fait une longue carrière comme journaliste dans le domaine et, en particulier, comme il dit, de journalisme de référence et il est toujours actif en journalisme. Il est détenteur d'un baccalauréat en sciences politiques de l'Université d'Ottawa et diplômé en
20 communications de l'Université Saint-Paul.

Madame Cinq-Mars va avoir quelques minutes de retard. Irène Cinq-Mars complète l'équipe; elle est architecte du paysage, elle a assumé le poste de vice-rectrice aux études de l'Université de Montréal et de doyenne de la Faculté d'aménagement pendant six ans.
25

Alors, la première phase de la consultation, celle qui est réservée à l'information et aux échanges, a débuté hier par une présentation de la Direction de la Ville, des grandes lignes de leur proposition de plan de développement pour Montréal.

30 Aujourd'hui, nous entreprenons donc le premier de quatre forums thématiques qui se dérouleront aujourd'hui, donc le 4, le 5, le 6 juin et le 12 juin. Dans chacun de ces forums,

plusieurs conférenciers et des personnes-ressources, spécialistes ou acteurs de divers milieux viendront faire part de leur réflexion sur le plan proposé, les cibles et les stratégies à mettre de l'avant durant les prochaines décennies pour favoriser l'avenir de Montréal.

35

À l'occasion des périodes réservées aux échanges, vous êtes invités à poser des questions, à faire part de commentaires sur ce que devraient être les orientations, les stratégies, les cibles à mettre de l'avant.

40

Alors, le forum d'aujourd'hui aborde la question du leadership de Montréal comme métropole, et celle du financement du Plan de développement.

45

Nous l'avons mentionné hier, pour une seconde fois dans son histoire, l'OCPM diffuse sur le web, en direct, tous les événements de la consultation publique. J'en profite pour saluer les Montréalais et les Montréalaises qui ont décidé, qui ont fait le choix de suivre le forum d'aujourd'hui sur Internet. Hier, plus d'une centaine – les chiffres qu'on a, ils sont encore partiels, mais plus d'une centaine de personnes ont suivi sur le web, la présentation de la Ville et les échanges qui ont suivi.

50

Alors, si vous êtes intéressés à utiliser ces moyens-là pour vous informer ou pour communiquer vos impressions, vos commentaires, vous pouvez le faire via la page Facebook de l'Office ou encore en utilisant le mot « click # pdm » sur Twitter. Pour les participants dans la salle, n'hésitez pas à consulter le personnel de l'Office qui est responsable de l'animation de notre communauté web – ils sont perchés là-bas, là –, ils vont vous dire comment faire sur place pour vous brancher si vous le souhaitez.

55

60

La consultation marque également le lancement d'un outil participatif unique en son genre : la plateforme web de cartographie 3D appelée « You say city ». Tant qu'on ne l'a pas vu écrit, on ne sait pas, peut-être, ce que ça veut dire, mais ça veut dire : « Vous dites la ville ». Et je vous invite d'ailleurs à aller la parcourir et l'expérimenter si vous le souhaitez.

65 Alors, je vous rappelle aussi que les webdiffusions des forums, le questionnaire qui est sur le web et la plateforme 3D vont rester à la disposition du public tout l'été, jusqu'en septembre prochain, moment de la tenue de la deuxième phase de la consultation. Cette phase sera l'occasion de présenter devant la commission vos commentaires ou vos propositions sous forme de mémoire ou de présentation orale, à compter du 4 septembre.

70 Comme nous le savons, le rôle d'une métropole se définit par sa capacité à se démarquer et à occuper une position de chef de file dans les sphères économiques, culturelles, environnementales, sociales, politiques et de gouvernance.

75 La reconnaissance de Montréal comme ville leader et métropole passe aussi par son positionnement stratégique et privilégié à différentes échelles : régionale, québécoise, canadienne et internationale. Bien qu'il soit possible d'identifier les lacunes à combler ou des problèmes structurels importants dans notre ville – et on pense aux infrastructures qui sont en mauvaises conditions, à la question de l'abordabilité des logements, aux problèmes de congestion – je vous suggère, pour s'amuser un peu, mais aussi par intérêt, de constater quelques-unes des forces et quelques-uns des atouts de Montréal en parcourant les index internationaux. On est bien conscient que ces exercices-là ont des lacunes, mais à la fois, ça reste intéressant de savoir où est-ce qu'on se positionne.

80 Alors, je vous en mentionne quelques-uns. J'en ai plusieurs, mais on pourra y revenir éventuellement.

85 Au niveau économique, en 2012, Montréal est arrivée au 22e rang du palmarès des 60 villes les plus compétitives sur le plan économique au monde. Et ça, c'est *The Economist*.

90 Cette année, Montréal occupe le 16e rang des centres financiers les plus compétitifs à l'échelle de la planète, suivant de près Vancouver qui arrive au 15e rang.

Montréal figure parmi les 10 villes à visiter selon le guide *Best in Travel* 2013 publié par Lonely Planet. Et ça, c'est intéressant, parce que c'est la seule ville canadienne sur la liste et une des deux villes en Amérique du Nord.

95 Au niveau de l'enseignement supérieur, l'année dernière Montréal s'est classée au 10e rang sur 50 parmi les villes universitaires du monde, 2e en Amérique du Nord et première au Canada selon la firme QS Best Student Cities 2012.

100 Au niveau culturel, Montréal se classait dans le top 10 des villes les plus branchées – au sens *trendy* – de la planète selon le New York Times. En 2011, Montréal s'est classée au 1er rang canadien et au 3e rang nord-américain des villes ayant la plus importante concentration d'entreprises associées à l'industrie de la musique, après Nashville et Los Angeles.

105 Au niveau environnemental, cette année notre ville occupe le 11e rang des villes les plus cyclables. Donc, les plus sympathiques et ouvertes aux vélos selon l'index *Copenhaguenize* – ça ressemble à ça – 2013.

110 Au niveau de la qualité et de la convivialité, Montréal a pris le 23e rang parmi les villes avec la meilleure qualité de vie dans le monde. Elle se trouve toutefois loin derrière Vancouver, 5e rang, Ottawa 14e rang, Toronto 15e rang, selon la firme de service-conseil Mercer Quality of Living Survey.

115 Et j'en aurais quelques autres. Ces données sur le positionnement de Montréal à l'échelle nord-américaine ou à l'échelle mondiale peuvent être stimulantes. On peut questionner certaines d'entre elles, mais elles démontrent, prises globalement, que notre métropole peut se positionner relativement bien à l'échelle internationale. Ajoutons à cela que Montréal est la principale fenêtre du Québec sur le monde et le point d'ancrage de la plupart des grappes industrielles qui forment l'ossature économique du Québec.

120 Alors, on possède des atouts, mais on a aussi des fragilités. Et l'exercice que nous faisons ensemble a pour but de voir, effectivement, à partir de la proposition faite par la Ville de

Montréal, comment on peut mettre en valeur ces outils pour assurer la qualité de vie et le développement de Montréal, et comment aussi on peut s'attaquer aux fragilités.

125 Alors, sans plus tarder, je voudrais vous présenter notre thématique d'aujourd'hui, qu'on a classée sous le titre : *Quel type de leadership doit-on développer à Montréal et sur quel domaine d'activité doit-on miser pour bâtir ce leadership ou encore le confirmer.*

130 Monsieur Marcel Côté sera notre premier conférencier. Il est associé et fondateur chez SECOR. Il va mettre la table en nous parlant des grands axes d'intervention souhaitable pour la Ville. Par la suite, nos panélistes aborderont aussi la même question, et je vous les présenterai après la pause, au moment où le panel viendra s'installer devant vous.

135 J'invite maintenant monsieur Marcel Côté à me remplacer, ici, au lutrin.

M. MARCEL CÔTÉ :

140 Bonjour! D'abord, je dois dire que je suis très honoré d'être le premier, d'être le conférencier d'ouverture pour cette première journée thématique. Moi qui ai écrit, au fil des ans, beaucoup sur Montréal, c'est un peu une certaine reconnaissance parmi les pairs, c'est-à-dire les gens qui s'occupent de Montréal. Alors, d'être choisi comme panéliste d'ouverture, c'est un honneur et je vous en remercie, Madame.

145 Mes propos ne se voudront pas nécessairement une critique du Plan, mais plutôt faire le fruit de réflexions que l'analyse du projet qui a été soumis par la Ville a suscitées chez moi et qui s'inscrivent dans la foulée des travaux, des analyses du groupe de travail que j'ai coprésidé en 2008-2009 avec Claude Séguin et qui incluait Diane Wilhelmy, André Boisclair, André Delisle et Gilles Godbout sur les enjeux de gouvernance et de fiscalité de Montréal.

150 J'ai aussi participé à l'élaboration du Plan de développement économique de la Communauté métropolitaine de Montréal vers 2010-2011, et je n'ai pu m'empêcher d'y puiser matière à réflexion.

155 Comme métropole urbaine, Montréal peut et doit façonner son futur. J'ai donc intitulé ma conférence *Le leadership de Montréal, la métropole, les grands axes d'intervention de la Ville pour les prochaines décennies*, un titre que m'a suggéré, en fait, la documentation de l'Office et que j'ai fait mien.

160 Les propos d'aujourd'hui seront structurés autour de six thèmes : la nature d'un plan de développement; la vision de notre ville; le rôle spécifique de la Ville au cœur de la région métropolitaine, rôle qui est un peu ausculté dans le Plan de développement; l'économie de Montréal; nos problèmes de gouvernance, bien connus; et enfin, le rôle de ce Plan de développement pour encadrer les décisions de la Ville.

165 Commençons par ce qui nous amène aujourd'hui qui est : « Qu'est-ce qu'un plan de développement? » Essentiellement, le document et des extraits de l'introduction du document qui nous a été soumis nous en rappellent certains aspects. Mais un tel plan qu'on appelle communément dans l'entreprise « un plan stratégique » propose d'abord une vision d'un devenir possible et voulu par les parties prenantes. L'ambition d'une ville et l'ambition – c'est bien ça – se reflète donc dans cette vision qui intègre des volets économiques, sociaux, culturels et qui reflète aussi les atouts et les moyens dont elle dispose.

175 De la vision, découlent des orientations et qui en articulent la réalisation et qui, collectivement, deviennent une stratégie établissant des priorités autour desquelles, consensuellement, les principaux acteurs pourront se mobiliser. Et c'est important d'être capable de déceler d'un plan, les priorités, les choix qui ont été faits et les choix, c'est-à-dire les options qui n'ont pas été obtenues dans ces choix-là.

180 D'emblée, cette conception d'un Plan de développement m'amène à souhaiter un élargissement significatif du périmètre implicite du projet du plan à l'étude, au-delà des considérations d'aménagement qu'il domine. En particulier, les priorités de développement économique, social et culturel qu'impose la stratégie devraient être articulées plus explicitement et refléter de véritables choix pour Montréal.

185 D'abord, parlons de notre ambition. Quelle est notre ambition pour Montréal? Alors, j'ai
mis sur la diapo toute une série de mots : ville nord-américaine, ville francophone,
paradoxalement ville bilingue, autant par son statut de ville nord-américaine que par la présence,
depuis 250 ans, d'une importante communauté anglophone, plus du quart de sa population
aujourd'hui; ville d'immigration avec plus de 23 % de sa population née à l'extérieur du Canada;
ville créative, ville universitaire, ville structurée autour d'un centre-ville fort, un des centres-ville
190 les plus forts d'Amérique du Nord, entre le mont Royal et le fleuve, deux grands éléments
géographiques structurants; ville sécuritaire, ville d'extérieur malgré son caractère nordique; ville
de quartier offrant une très grande diversité de milieux de vie.

195 C'est une ville fonctionnellement intégrée, aussi – autre aspect important – où
habitations, institutions, lieux de travail, lieux de commerce et lieux de loisir se côtoient
relativement fortement, même au centre-ville où on trouve près de 60 % de l'espace de bureaux
de la région, un des taux encore les plus élevés en Amérique du Nord.

200 Nous sommes aussi une ville de solidarité qui se préoccupe des moins favorisés parmi
ses citoyens et qui veut assurer l'accessibilité à ses services publics.

205 Toutes ces facettes de la même ville, elles sont dans notre Montréal d'aujourd'hui, elles
sont aussi, probablement, dans le Montréal de demain que la plupart des gens de Montréal
veulent conserver. En somme, cette vision, le Montréal d'aujourd'hui, est aussi une vision que
l'on veut renforcer.

210 Son économie, déjà relativement diversifiée, un aspect important de Montréal, doit aussi
devenir plus forte. En fait, dynamiser structurellement l'économie de Montréal est probablement
le principal défi du Plan stratégique de Montréal.

Entre 1950 et 2000, Montréal a été lente à adapter sa base économique, toujours
associée au secteur manufacturier traditionnel qui avait présidé au développement de Montréal
au 19e siècle et dans la première moitié du 20e siècle; elle a été lente à la réorienter vers des
secteurs plus porteurs.

215 De plus, l'économie montréalaise a grandement souffert de l'hémorragie des sièges sociaux dans la foulée du réveil nationaliste conjugué avec le dynamisme de Toronto. L'économie de Montréal n'est plus la locomotive du Québec.

220 En fait, Montréal se retrouve aujourd'hui avec un taux de chômage de 8 % alors que ce taux est de 7,6 % dans le reste du Québec. Une inversion très anormale pour une grande ville et qui témoigne des carences encore significatives de la base économique de Montréal. Et Mario Polèse, qui va être un des conférenciers, a trouvé, il y a deux ans, qu'il n'y avait que deux villes parmi les 60 plus grandes villes au monde qui avaient cette inversion-là : Montréal et Manchester en Angleterre.

225 Mais les voies du renouvellement de la base économique sont connues. Ville de talent et de création, et ça, pour des raisons structurelles aussi, Montréal doit s'imbriquer encore plus dans la nouvelle économie; pour attirer les créateurs et les gens de savoir et conserver ses jeunes diplômés, Montréal doit miser sur ses différences : nos valeurs collectives, notre tolérance et notre diversité.

230 Montréal doit aussi être un terreau plus fertile pour les entreprises créatrices. Elle doit offrir un milieu propice à leur croissance et développer ainsi plus de grandes entreprises qui ont leur siège social; et autour de ces sièges sociaux là, entretenir une industrie de service aux entreprises, un rouage essentiel dans la dynamique de croissance d'une économie urbaine et des activités qui peuplent, à toutes fins pratiques, tous ces gratte-ciel qu'on voit au cœur de toutes les grandes villes.

240 Au-delà de l'économique, l'ambition doit aussi viser à améliorer nos infrastructures, historiquement mal entretenues. Nous voulons aussi améliorer notre gouvernance, mal, très mal adaptée aux exigences d'aujourd'hui. Nous voulons, enfin, améliorer notre décision d'aménagement et d'initiative collective et leurs exécutions.

245 Enfin, nous voulons redonner aux Montréalais une fierté collective qu'ils ont perdue au fil des ans, non pas nécessairement avec un grand projet unique comme a été l'Expo 67, mais par

un sentiment généralisé qu'on fait, ici à Montréal, de grandes et belles choses qui placent cette ville au diapason des grandes villes mondiales.

250 Cette vision, on la retrouve, en quelque sorte, en filigrane dans le projet, autour de ces trois thèmes : Vivre et grandir à Montréal; Travailler et étudier à Montréal; et l'Aménagement.

255 L'intention du Plan est très claire : reconstruire Montréal selon les principes du développement durable et faire de Montréal une ville contemporaine, inclusive et dynamique. Mais l'ambition doit toutefois être plus forte que celle qui est exprimée dans le Plan, comme elle l'est dans le Plan de développement économique de la Communauté métropolitaine de Montréal, et comme elle l'est dans la Déclaration du sommet sur la culture : placer Montréal parmi les grandes métropoles mondiales, faire de Montréal un objet d'envi planétaire, comme le fut, par exemple, l'Expo 67.

260 Deux aspects de cette vision méritent d'être explicités dans le contexte de la réflexion sur le Plan de développement. Les relations entre la Ville de Montréal et le reste de sa région métropolitaine, très peu évoquées dans le Plan, et le rôle de l'aménagement dans la stratégie économique, et plus spécifiquement la mise en valeur de l'intégration fonctionnelle : habitation, travail, commerce, loisir, une des forces actuelles de Montréal qui rejoint l'une des tendances
265 lourdes, qui façonne la ville du 21e siècle et son économie immatérielle.

270 Le futur de Montréal ne peut se concevoir en isolation de celui de sa périphérie métropolitaine. La ville représente aujourd'hui, la ville elle-même, 45 % de la population; l'île, 51 %. Mais de par ses rôles et fonctions, la Ville de Montréal ne peut être dissociée de cette fonction-là dont elle assume le leadership sur le plan civique, sur le plan des affaires, sur le plan économique, sur le plan culturel. En particulier, son centre-ville est une fonction métropolitaine.

275 Façonner le futur de Montréal exige une impulsion de Montréal sur le développement métropolitain. Le projet est relativement silencieux sur ce plan et n'aborde pas véritablement les grands enjeux qui lui sont liés.

280 J'ai illustré mes propos en parlant de deux questions : le logement pour jeunes familles et le transport public. La perspective d'une famille et surtout d'une jeune famille, les frontières municipales sont beaucoup moins importantes que la nature des quartiers et les axes de transport. Aux quartiers sont associés les types de maison et leur prix moyen. Les villes-centres ont subi et subissent encore la forte concurrence de la périphérie pour attirer les jeunes familles. Et Montréal ne fait pas exception.

285 La problématique est bien connue. Le prix des terrains et le prix des maisons que l'on construit sur ces terrains, surtout s'il leur faut ajouter la cour des enfants, sont inversement proportionnels à la proximité du centre-ville dans à peu près toutes les villes. Pour de jeunes parents qui commencent leur carrière professionnelle, et la cour des enfants et l'argent sont des préoccupations majeures.

290 Depuis plusieurs décennies, la Ville de Montréal cherche à attirer sur son territoire de jeunes familles, par des mesures visant la construction d'habitations familiales à prix abordables et par des programmes de réduction sélective de taxes. Le projet du Plan reprend d'ailleurs cette démarche traditionnelle. Mais la périphérie habitée continue de s'étendre, comme les prévisions démographiques de l'Institut de la statistique du Québec indiquent, avec la périphérie prenant à
295 peu près 60 à 65 % des gains de population jusqu'en 2030.

300 Pourtant, le bâti actuel de Montréal inclut un parc important de maisons familiales où il n'y a plus d'enfant et dont les occupants envisagent de déménager dans des condos urbains, un segment de marché où la ville centrale a beaucoup d'avantages comparatifs que pour la maison familiale. Et le prix du terrain dans des condos étant beaucoup moins important.

305 Pourrait-on imaginer une politique d'habitation pour jeunes familles qui viserait non pas la construction de nouvelles maisons sur des terrains qui coûtent cher à Montréal, mais qui viserait plutôt le recyclage de ce bâti actuel par l'élimination de taxes de transfert et l'étalement de taxes foncières pour les jeunes familles? Ou doit-on simplement reconnaître les avantages comparatifs de la ville-centre auprès des ménages ayant déjà accumulé un patrimoine domiciliaire, et laisser les jeunes acheter leur première maison et leur petite cour en périphérie au risque d'accepter

l'étalement urbain? C'est un choix. C'est un choix métropolitain, c'est un choix de politique familiale : où veut-on que les jeunes familles commencent à bâtir leur patrimoine domiciliaire?

310

Le projet pourrait proposer des pistes sur ce Plan ou le Plan pourrait proposer des pistes sur cette question. Face au vieillissement de la population et à l'explosion du marché des condos dans la ville centre, le Plan de développement devrait explorer plus à fond la dimension de la distribution spatiale de l'habitation sur le territoire métropolitain, de même que l'évolution de l'occupation du bâti, et identifier les segments et stratégies de marché que Montréal devrait prioriser et faire ou proposer des choix.

315

Les questions à fouiller plus à fond ont trait au segment de nouvelles habitations que l'on veut construire à Montréal et au segment de ménages où la ville de Montréal a des avantages comparatifs, et l'optimisation de l'utilisation du parc actuel de maisons ou de maisons et de logements par des mesures appropriées visant une plus grande mobilité de certains segments qui pourraient aller vers du condo et libérer du bâti qui est très adapté aux familles.

320

Le transport public, maintenant, est une composante essentielle d'une grande ville. Il ne peut être pleinement abordé que d'une perspective métropolitaine. Depuis 50 ans, avec le réseau du métro et par la suite les trains de banlieue, Montréal s'est dotée d'un réseau axial fort complet, convergeant vers le centre-ville où travaille 17 % de la main-d'œuvre de la région.

325

Ces grandes lignes sont bien complétées à Montréal par le réseau plus capillaire d'autobus et, plus récemment, par le réseau de pistes cyclables, du système BIXI très efficace six mois par année.

330

Ce réseau axial est l'un des grands atouts de Montréal et de sa région et nous devons l'exploiter. Par ailleurs, on peut déplorer le manque de connexion en boucle. Un aspect très particulier de Montréal, bien illustré, par exemple par la brèche d'un kilomètre entre le métro Saint-Michel et le boulevard Pie-IX, où il va y avoir éventuellement une ligne d'autobus à haute densité. Et on peut aussi l'illustrer par les incompréhensibles délais du SRB sur le boulevard Pie-IX.

335

340 L'axialité de notre réseau dessert bien la région, mais rend beaucoup plus difficiles les déplacements en diagonale dans la région; si vous êtes dans l'est, aller à Laval se fait beaucoup plus facilement en voiture qu'avec le transport public. Il reste des enjeux importants de transport public au-delà de la boucle ou des bouclages à Montréal, qui nécessitent plus grande réflexion et devraient être abordés dans le Plan.

345 La récente décision de l'autoroute 19 illustre très bien l'incohérence des priorités entre les infrastructures routières en périphérie et les infrastructures de transport collectif, surtout dans la ville centre. Mais rien n'illustre mieux les carences de la réflexion sur le transport public que le projet de SLR sur le prochain pont Champlain et les acclamations qu'ils l'ont accueilli.

350 Le tableau derrière moi illustre schématiquement les liens de la Rive-Sud avec le centre-ville, qui se font principalement dans le transport public par des autobus et Métrobus qui empruntent soit le pont Champlain ou qui partent de la station du métro Longueuil. Le gouvernement provincial propose de construire un système léger sur rail entre la station Lucien-L'Allier et le centre commercial DIX30 pour un investissement qui dépassera vraisemblablement
355 deux milliards, si on se fie aux expériences récentes des trains de banlieue, les estimés initiaux augmentent facilement de 50 % en l'espace de quelques années durant le stade planification.

Pour probablement moins de la moitié de cette somme et deux fois plus rapidement, un système rapide de bus hybride pourrait être mis en place. Il faudrait analyser cette option, car au-
360 delà des avantages marqués de coût et de temps de réalisation, il y a beaucoup d'éléments qui interpellent le centre-ville dans cette liaison entre le centre-ville et la Rive-Sud.

365 Sur le tableau derrière moi, vous voyez la configuration schématique des déplacements actuels entre le centre-ville et la Rive-Sud par les grandes lignes publiques, à partir des deux têtes de pont. On y remarque un essaimage géographique par des lignes directes empruntant les autoroutes et les grands boulevards de la Rive-Sud avec quelques parcs de stationnement incitatifs de moyenne taille.

370 Le projet du SRL veut déplacer la tête de pont aux environs du centre commercial DIX30, ajoutant le SRL comme mode obligatoire de transbordement pour tous ceux qui sont sur la Rive-Sud. Cette intermédiation n'est pas nécessaire; des bus rapides appropriés pourraient non seulement assurer le même débit à l'heure sur le pont Champlain, entre 25 000 et 30 000 passagers à l'heure au maximum, et sans transbordement essaimé partout sur la Rive-Sud et du côté de Montréal. Les bus pourraient aussi se rendre directement à plusieurs points : la gare
375 actuelle, la station Lucien-L'Allier, le Palais des Congrès, et ainsi de suite.

Mais derrière le SRL, il y a aussi un lien direct entre le centre-ville de Montréal et un centre commercial régional qui a des prétentions métropolitaines qui vont bien au-delà de l'activité commerciale. De plus, pour ceux qui sont familiers avec la Rive-Sud, comme le territoire
380 au sud du DIX30 n'est pas encore développé, la création de ce lien direct ouvrirait une nouvelle frontière d'étalement urbain, encore là, au détriment de la centralité de la région.

On peut se demander s'il est dans l'intérêt des Montréalais de cautionner un tel investissement 2 G\$ qui donne un sérieux coup d'accélérateur à l'étalement urbain et qui
385 contribuera à affaiblir significativement son centre-ville et particulièrement la rue Sainte-Catherine, notre rue commerciale, et les salles de spectacle.

Construire aujourd'hui un SRL pourrait s'avérer, pour la ville de demain, ce que l'échangeur Turcot fut pour la ville d'aujourd'hui : une formule dépassée et, au fil des ans, dysfonctionnelle. La technologie des bus rapides a fait d'immenses progrès depuis 10 ans et
390 continuera de progresser pour les prochains 10 ans avec la conduite automatisée, l'alimentation électrique et, surtout, la très grande flexibilité de desserte de ce mode de transport. Des atouts qui en font actuellement le mode de transport public à haute densité avec la plus forte croissance, et ce, à travers le monde. Vous allez en Chine, vous allez en Amérique du Sud, vous
395 allez dans les grandes villes des pays en voie de développement, les infrastructures qu'on construit sont des SRB.

Comme on peut l'observer actuellement, particulièrement dans les grandes villes d'Amérique du Sud, le SRB s'établit comme la voie de l'avenir, alliant capacité et flexibilité et

400 permettant à chaque extrémité une plus grande capillarité essentielle dans des zones urbaines déjà bâties et ceci, sans transbordement.

Or, autant du côté de Montréal que du côté de la Rive-Sud, le gros des usagers vivent déjà dans du déjà bâti. Il ne faudrait pas succomber au charme des promoteurs immobiliers dont
405 la mission est toujours d'étendre l'air occupé et d'étaler encore plus le bâti. Quoi qu'on en dise, un nouveau secteur TOD au sud du DIX30 sera de l'étalement urbain. D'autant plus pernicieux qu'il vient saigner la vocation commerciale du centre-ville de Montréal.

Le Plan directeur est peu loquace sur les moyens pour assurer la bonne santé du centre-ville de Montréal comme carrefour commercial et de loisir. Mais l'on sait que tout n'est pas rose. La rue Sainte-Catherine se cherche actuellement. Les salles de spectacles s'inquiètent beaucoup de l'éclatement de l'offre. Alors que la Ville vient de dépenser des centaines de millions pour aménager le Quartier des spectacles et le Quartier international, il y aurait lieu de réfléchir à la pertinence de favoriser un appendice sur la Rive-Sud avec l'argent des
415 contribuables.

Par ailleurs, le mont Royal est appelé à être au cœur d'une vaste restructuration dans les prochaines années. Avec le retrait des institutions hospitalières sur son côté sud, qui libérera près d'un point cinq millions de pieds carrés de bâtis, c'est-à-dire plus la Place Ville Marie, plus
420 que le 1, de la Place Ville Marie qui devront être en partie recyclés et probablement en partie démolis. Un important débat aura lieu, d'autant plus important que plusieurs centaines de millions de dollars en investissements seront en cause, les infrastructures actuelles de toutes ces institutions hospitalières étant, comme beaucoup d'autres infrastructures à Montréal, désuètes.

425 Le mont Royal appartient à toute la communauté, mais la Ville de Montréal en est le fiduciaire. Le Plan devrait clairement établir les principes qui guident la Ville face à la montagne.

Parlons maintenant de l'économie de Montréal. Le Plan de développement doit intégrer un volet économique et, plus spécifiquement, il doit aller au-delà des considérations
430 d'aménagement qu'on y retrouve actuellement. Montréal est aux prises avec un problème

435 économique structurel; affaiblie par le départ des sièges sociaux et par une saignée de sa communauté anglophone qui a duré jusque vers 2000, elle s'est retrouvée avec une base économique beaucoup trop faible pour sa population, qui se reflète dans de nombreux indicateurs : indice de pauvreté, revenu moyen, croissance du PIB, et cetera. Par rapport à Toronto, Montréal a pris, en 30 ans, un retard significatif; son taux de chômage, comme je disais, est plus élevé que le reste de la province, une anomalie structurelle très rare.

440 Montréal doit renforcer et faire croître sa base économique. Divers exercices ont été faits dans les dernières années sur des stratégies en ce sens, et on retrouve une grande convergence entre ce que proposent la Communauté métropolitaine, la Chambre de commerce et Montréal internationale, entre autres.

445 Ces stratégies peuvent typiquement se décomposer autour de trois axes. D'abord, le capital humain : sur ce premier axe, les universités et les collèges responsables de la formation et de la recherche, et les gouvernements de paliers supérieurs responsables de l'immigration et de l'intégration des immigrants ont des agendas très développés actuellement.

450 Le palier municipal peut aussi faire de Montréal une ville beaucoup plus attrayante pour le capital humain de haut niveau, des gens très mobiles et de plus en plus mobiles internationalement, et ce sont les cerveaux qui sont devenus les actifs principaux des entreprises, de nos jours. Montréal, la ville de Montréal, doit s'assurer qu'il y a un milieu de vie pour que cette main-d'œuvre très mobile choisisse de venir et de demeurer à Montréal.

455 Montréal a de nombreux atouts sur le plan de la qualité de vie, comme madame Roy en faisait état; vitalité et diversité culturelle, tolérance, sécurité physique, animation des rues, un centre-ville exceptionnel en été, proximité des lieux de villégiature.

460 Un autre atout de Montréal est la mixité de son tissu urbain et son intégration multifonctionnelle, plaçant Montréal, comme je disais plus tôt, à l'avant-garde d'une tendance lourde, du moins en Amérique du Nord, alors que le travail se dématérialise. On ne fabrique plus, on ne produit plus de la valeur, nécessairement, dans des usines, ça se fait dans des bureaux,

ça peut se faire dans des sous-sols, ça peut se faire de façon éclatée et virtuelle. Donc, on peut mélanger des fonctions dans une ville pour mettre le travail beaucoup plus à proximité des gens.

465 Montréal doit non seulement protéger, voire accentuer cette mixité, mais elle doit s'assurer qu'elle conserve des espaces de travail disponibles à bon prix dans tous les quartiers de la ville. Il y en a eu d'ailleurs, il y a eu d'ailleurs beaucoup d'initiatives en ce sens. Des quartiers comme le Mil-End, Sud-Ouest, Chabanel, pour n'en nommer que trois, peuvent jouer un rôle important pour des entrepreneurs de la nouvelle économie, dans la mesure où l'on y maintient des espaces de travail beaux, bons et pas chers, où des entreprises de la nouvelle économie pourront essaimer.

470 Jane Jacobs a d'ailleurs écrit des choses très intéressantes sur ces environnements urbains créatifs. Montréal pourrait s'en inspirer. Le projet du Plan aborde évidemment cette question, mais on pourrait y mettre plus d'emphase.

475 Un dernier point sur le capital humain : la langue. Elle est un important facteur de différenciation pour Montréal, avec des éléments positifs, mais aussi avec des éléments négatifs. Pour le talent étranger, composer avec le statut de ville francophone en Amérique du Nord lui impose des contraintes importantes qui doivent être identifiées explicitement et, surtout, bien gérées. Bien que cette dernière responsabilité soit principalement du ressort du gouvernement du Québec, la Ville de Montréal ne peut y être indifférente; car c'est la ville de Montréal qui est touchée lorsqu'on fait de la législation linguistique. C'est nous qui y touchons. C'est nous qui connaissons la mixité de notre milieu urbain. C'est un peu à nous de dire ou de demander à Québec : « Voici comment on veut gérer ces équilibres et ces inévitables interfaces. »

480 Un dernier point sur le capital humain : la langue. Elle est un important facteur de différenciation pour Montréal, avec des éléments positifs, mais aussi avec des éléments négatifs. Pour le talent étranger, composer avec le statut de ville francophone en Amérique du Nord lui impose des contraintes importantes qui doivent être identifiées explicitement et, surtout, bien gérées. Bien que cette dernière responsabilité soit principalement du ressort du gouvernement du Québec, la Ville de Montréal ne peut y être indifférente; car c'est la ville de Montréal qui est touchée lorsqu'on fait de la législation linguistique. C'est nous qui y touchons. C'est nous qui connaissons la mixité de notre milieu urbain. C'est un peu à nous de dire ou de demander à Québec : « Voici comment on veut gérer ces équilibres et ces inévitables interfaces. »

485 Il n'y a pas beaucoup de villes bilingues au monde. Il n'y a pas beaucoup de villes bilingues au monde. Et probablement que Montréal est la ville bilingue qui fonctionne le mieux avec, peut-être, Barcelone. Vous allez à Bruxelles, vous allez à Tel-Aviv, même à Miami, vous regardez les grandes villes bilingues, Montréal est celle qui fonctionne le mieux. Mais on a un défi économique, c'est de maintenir cet équilibre-là. Et ça devrait être les gens de Montréal qui ont le premier et le dernier mot sur ce que devrait être linguistiquement Montréal.

495 Le deuxième axe de revitalisation est de créer à Montréal la revitalisation de la base économique et c'est d'avoir plus d'entreprises dynamiques. Et en particulier, ce qu'on fait à Montréal, on a retenu une stratégie de grappe, et par l'entrepreneuriat, une stratégie d'entrepreneuriat qui est aussi, souvent, au sein des grappes.

500 Une infrastructure d'animation existe déjà en place à Montréal pour les grappes sous la coordination de Montréal internationale. Du palier municipal, ce que les entreprises attendent, c'est une ville efficace et fonctionnelle qui sait répondre à des besoins d'affaires de proximité : transport public, accessibilité à l'aéroport, services municipaux efficaces. Pour la livraison de ces services, ces infrastructures, Montréal est actuellement une ville mal organisée et cela paraît beaucoup, de la navette aéroportuaire qui ne vient jamais à l'entretien des rues.

505 De plus, au fil des ans, Montréal a rechigné, en fait, chroniquement, systématiquement sur l'entretien et nos infrastructures sont devenues de plus en plus fragiles. L'échangeur Turcot qui doit continuellement, depuis quatre, cinq ans, être entretenu juste pour les trois, quatre prochaines années, on va le mettre par terre. Et actuellement, là, sur l'échangeur Turcot, il y a deux voies qui sont fermées pour l'été. Pourquoi? Parce qu'on les répare pour qu'il reste fonctionnel pendant deux ou trois ans. Et on va les remettre par terre de nouveau.

515 Et vous regardez le métro, encore là, le métro, ce n'est pas le problème de la STM, les pannes de métro, c'est les problèmes d'entretien qui remontent à 30 ans ou à 40 ans de négligence de la part du système, pour être poli, qui n'a pas investi dans l'entretien, les montants suffisants. Dans un sens, l'agenda municipal du Plan de développement sur cette dimension est relativement clair : relever le niveau et la qualité des services publics sur ses infrastructures de services sur son territoire et, surtout, y maintenir un niveau d'entretien adéquat.

520 Dans un contexte où les grandes villes sont de plus en plus les moteurs de l'économie mondiale, les autorités municipales ont aussi un rôle de leadership à jouer dans leur positionnement respectif, un rôle qui était traditionnellement joué par les gouvernements de palier supérieur. Ce rôle, qui incombe de plus en plus aux grandes villes, va bien au-delà de la représentation, car il implique le façonnement d'une identité mondiale qui devient un point de

525 repère pour les entreprises d'ici et d'ailleurs, dans leurs déploiements internationaux. Tout
comme Paris, New York, Shanghai, Toronto, Munich qui ont toutes des positionnements très
clairs de grande ville, qui projettent des positionnements, qui projettent leurs ambitions et leurs
forces, Montréal doit se doter d'un positionnement crédible et visible à l'échelle planétaire pour
communiquer ses atouts aux grands acteurs économiques mondiaux.

530 Ce rôle revient naturellement à la Communauté métropolitaine de Montréal et à Montréal
internationale, mais il doit être impulsé par la Ville de Montréal et par son leader emblématique,
le maire de Montréal. Il est d'ailleurs ironique et affligeant que la CMM continue de présenter
notre ville à l'échelle planétaire sous le nom de « Communauté métropolitaine de Montréal »
alors que pour 99.9 % des étrangers, Montréal c'est simplement Montréal. Un peu comme si
535 New York commençait à s'appeler : « Nous sommes la communauté métropolitaine de New
York. » Il faut que la région assume Montréal, assume l'identité de Montréal.

Le dernier axe de revitalisation économique que l'on retrouve dans les stratégies
Montréal est constitué de projets moteurs. Montréal ne manque pas de grands projets. En 2010,
540 notre comité de la Chambre de commerce en avait recensé une cinquantaine. De grands projets
moteurs réalisés, il y en a toutefois beaucoup moins. Les véritables projets moteurs, d'ailleurs,
sont souvent privés. Depuis 20 ans, Montréal a su développer une industrie du jeu informatique,
et une industrie des arts de la scène, les deux seules nouvelles industries qu'on a réussi à
développer à Montréal. Et ça nous a donné Moment Factory ou Cirque du Soleil, les Grands
545 Festivals, Ubisoft, qui a plusieurs milliers de personnes à Montréal, et les grands jeux
informatiques que les jeunes à travers le monde jouent, sont généralement conçus, ou une
bonne partie, le tiers sont conçus à Montréal.

550 Dans l'immobilier, Griffintown et la reprise de la construction de bureaux à Montréal,
après une longue disette, se démarquent aussi. Il y a eu beaucoup plus de grands projets
publics, allant des trois grands hôpitaux, au train de l'est en passant par le Quartier des
spectacles et dans les cartons, le nouveau pont Champlain.

555 Mais au-delà de l'impact « kinseen », c'est-à-dire la simulation de la demande de ces
grands projets publics, on peut se questionner sur leur portée structurelle sur l'économie de
Montréal. Ce ne sont pas ces grands projets-là qui vont... peut-être que la ville va mieux
fonctionner, mais ce ne sont pas ces grands projets-là publics qui vont changer la ville.

560 Ces trois grands axes – capital humain, dynamisme des entreprises et projets moteurs –
ne saisissent peut-être pas complètement l'ensemble des propositions stratégiques qui
façonneront le Montréal de demain. La dimension culturelle n'y est pas; et c'est une dimension
très importante. Parce que Montréal a des atouts fondamentaux structurels sur le plan de la
création. Le fait qu'on soit une ville francophone en Amérique du Nord fait qu'on est à la fois une
ville américaine et une ville qui n'est pas américaine, laissant de la place pour des courants
565 d'idées qui se rencontrent à Montréal, qui ne se rencontrent pas nulle part ailleurs en Amérique
du Nord, qui exposent nos jeunes créateurs à beaucoup d'influences.

570 Deuxièmement, Montréal permet d'attirer du capital humain et avec sa plus basse
mobilité du capital humain, les conserver à Montréal. Lorsqu'on s'installe à Montréal, on tend à
rester à Montréal. Un des trucs que je fais beaucoup dans mes conférences, je demande
toujours aux gens de lever leur main ceux qui ont passé plus de 10 ans de leur vie à l'extérieur
de Montréal – dans cette salle? Il y en a peut-être... bon, si je faisais ça à Los Angeles ou à
Toronto, les trois quarts des gens auraient levé leur main.

575 Montréal accumule du capital. Il faut qu'on stimule ce capital-là, et ce que fait Montréal,
métropole culturelle c'est de stimuler les aspects créatifs de Montréal, de créer une vie
stimulante. Et c'est un agenda que j'appellerais d'infrastructures qui est très complémentaire
avec l'agenda économique qu'on veut avoir pour Montréal. Parce que le futur de Montréal va
passer par la créativité.

580 Le volet culturel aura donc un impact déterminant sur ce que sera Montréal 2025. La
vitalité culturelle constitue une grande partie dans notre image à l'international. La Ville a un rôle
important à jouer sur ce plan, autant par l'accueil des manifestations que par le développement
des infrastructures.

585

À cet égard, on peut dénoter les carences de l'implication financière de la Ville; non seulement sommes-nous loin du un pour cent, mais comparativement à des villes qui ont su faire de grands succès de l'intégration du volet culturel dans leur développement – et je pense surtout aux villes européennes telles Barcelone et Paris – l'engagement financier de Montréal fait piètre figure.

590

De la volonté à la réalisation à Montréal, il y a souvent des grands écarts. Le service des SRB fut amorcé sur le boulevard Pie-IX en 1990. Il a été interrompu en 2002 suite à une série d'accidents mortels, les autobus voyageant à contresens. Depuis 2002, des discussions se continuent pour développer un service plus adéquat, la liaison desservant 65 000 personnes dans un axe nord-sud. En 2009 on a annoncé un nouveau SRB en grande pompe, ministre du Transport, maire de Montréal, maire de Laval, les maires de quatre arrondissements, le président de la Société de transports de Montréal, le président de l'AMT.

595

600

Là, on apprend aujourd'hui que le projet de SRB ne sera pas concrétisé, ne fonctionnera pas avant 2021. En Amérique du Sud, il y a beaucoup de projets de SRB qui se construisent. Ça prend en général deux à trois ans mettre ça sur pied. À Montréal, je ne sais plus comment, je ne sais plus l'année de départ, c'est-tu 1990, 2000 ou 2011 ou...? Mais ce qui est peut-être le plus ironique, c'est qu'on a annoncé hier la fameuse autoroute 19 et probablement que l'autoroute 19, qui coûte plus cher que le SRB, qui dessert trois fois moins de monde, va être construite dans le même axe du boulevard Pie-IX, va être ouverte probablement avant le SRB. Et ça, ça illustre très bien les difficultés de réalisation de projets publics que nous avons à Montréal.

605

610

La semaine dernière, parce qu'il manquait trois votes pour atteindre une majorité des deux tiers, le Conseil de ville a renvoyé aux arrondissements la responsabilité du recrutement du personnel, ce qui n'augure pas bien pour une politique de main-d'œuvre dans la deuxième municipalité du Canada, le recrutement étant maintenant fractionné entre 20 services de personnel. C'est typiquement montréalais.

615

Nous pouvons développer de beaux plans, mais ça sera en vain, si nous n'améliorons pas les capacités de décision et de réalisation à Montréal. Les carences de dépense de

620 maintenance de nos grandes infrastructures, en fait, ne sont pas liées à une absence de fonds – on investit des milliards à chaque décennie –, mais sont tributaires des priorités conflictuelles des décideurs publics qui, pris entre plusieurs de ces priorités-là, ont choisi les priorités plus intéressantes politiquement, et généralement la maintenance n’y est pas. C’est ainsi qu’on s’est retrouvé avec des centres, beaucoup de centres communautaires de quartier, mais un métro mal entretenu.

625 Le financement du SRB par Québec illustre une autre carence. Dans l’entente de 2009 pour le SRB de Pie-IX, Laval a obtenu 120 M\$ pour desservir 5 000 personnes. Montréal a obtenu 160 M\$ pour en desservir 65 000. Puis c’est encore une illustration des priorités réelles que l’on voit dans les décisions qui sont prises dans la région de Montréal.

630 Dans notre rapport de 2010 de la Chambre de commerce, nous recommandions un renforcement de la ville centre et une simplification de la Charte de la ville. Le rapport Léonard, déposé il y a quelques semaines, allait dans le même sens. Je ne crois pas qu’aujourd’hui soit le forum pour discuter des amendements qui reviennent régulièrement parmi les recommandations de ceux qui amènent la question. L’essentiel, c’est qu’il faut renforcer les mécanismes de décision et les situer au bon palier. Ce qui touche la proximité au palier des arrondissements, ce qui touche le bien collectif, le bien commun, clairement au niveau de la ville, sans imposer un compromis avec chacun des arrondissements. Il faut qu’on retrouve l’intérêt collectif à Montréal pour les décisions d’intérêt collectif.

640 Ce constat n’est pas original. La démarche des fusions à Montréal s’est terminée par des compromis négociés à la hâte et dont plusieurs, à l’expérience, s’avèrent dysfonctionnelles. Des corrections s’imposent; pour y arriver, il ne faut pas répéter l’expérience des fusions et imposer des demi-solutions. Un bon dialogue s’impose sur la base d’analyses factuelles de l’expérience des cinq dernières années et d’un bon diagnostic du fonctionnement actuel. De ce dialogue émergeront des pistes d’amélioration et des décisions devront être prises le plus consensuellement possible, et non pas en acceptant un dénominateur commun trop bas, comme c’est le cas actuellement.

Ces décisions devraient viser à améliorer la prise de décisions, accélérer la réalisation de projets et situer les décisions au bon niveau afin qu'elles reflètent les intérêts collectifs, plutôt que des intérêts particuliers.

650 Ceci m'amène, en conclusion, à la question du leadership. Je ne vous annoncerai que je vais comme maire, au contraire, j'ai appris ça dans les journées vendredi, comme vous autres, et depuis ce temps-là mon téléphone sonne, mais il n'y a absolument rien de développement à ce niveau-là.

655 C'est un lieu commun de faire reposer la réalisation des projets sous la présence de leadership. Mais Montréal vit actuellement une situation de crise qui ne se dénouera que par une impulsion critique qui amènera tous les acteurs du milieu à placer l'intérêt collectif au-dessus de leurs intérêts immédiats. Ce qui devrait se traduire par des solutions gagnants-gagnantes.

660 Sur plusieurs grands dossiers, les structures internes, les grands choix de transport, le rôle et le fonctionnement de la Communauté métropolitaine, les équilibres linguistiques, les acteurs au sein de la société montréalaise sont pris avec ce qu'on appelle un dilemme de prisonniers. Chacun peut bien s'en tirer avec des initiatives locales ou individuelles, mais la coopération, toujours plus difficile lorsque les intérêts ne sont pas tous les mêmes, est beaucoup plus payante pour tous. Le leader, et ce leadership-là qu'on doit avoir au niveau de la ville, doit amener tous et chacun à vouloir coopérer dans des projets communs, dans des projets collectifs.

670 Ce leadership s'exprime à plusieurs niveaux : au niveau de la ville, au niveau de la région métropolitaine, au niveau de Québec, et ça, sur deux plans : Montréal doit mieux se faire entendre à Québec et Montréal, dans le Québec, doit jouer son véritable rôle de locomotive, de métropole pour le Québec.

675 Ce leadership doit aussi se trouver dans l'ambition qui va être dans le Plan de développement. Et s'il y a une grande recommandation que j'aurais à faire, en terminant, pour l'amélioration du Plan, c'est d'y mettre plus d'ambition et d'élargir le périmètre du Plan à

l'ensemble des grandes variables qui façonnent une grande ville, la grande ville que nous voulons avoir.

Merci beaucoup!

680

Mme LOUISE ROY :

Alors, merci beaucoup, Monsieur Côté. Je pourrais prendre quelques questions, s'il y en a qui en ont. Il y a deux micros. Est-ce qu'il y a quelqu'un qui veut relancer monsieur Côté sur l'une ou l'autre de ses... venez, Monsieur. Vous voulez bien vous identifier s'il vous plaît?

685

M. ROBERT HAJALY :

My name is Robert Hajaly. I want to just question you about the railway to TEN30. Are you against any railway or just the railway to TEN30?

690

M. MARCEL CÔTÉ :

No, I mean if we have the right of way and in many cities we have right of way, railway is fine. The problem with a railway is the lack of flexibility. Now, if we have a railway, for example, what we did in Montreal from downtown to the West Island or from downtown to the north using old right of way, this is fine. But the problem is that if you want to deserve, to serve the South Shore, no railway really does the job, except if you want to increase "l'étalement urbain". It's much better to have something which as soon as you cross the river, you go in all directions.

695

700

If you look at the South Shore, it's a long ribbon along the St. Lawrence and except where the railway goes, and it goes way up to St. Hilaire and then, you have a peak of a populated area. But the South Shore, the TEN30 is not a right place for a railway. It's way better to have just automated bus. I mean, and the bus technology is unknown in Montreal. We don't know what... because we're not investing in new bus, but you have to go in South American and in China and you'll see what they do with buses now. And in 10 years from now, it will be

705

automated, most of the driving will become automated as soon as you get on the bridge and you'll get the density, probably as much density as you can get on a train.

710 The train, why you get more density on the train, it's because you have less flexibility. You have these long trains – what does it mean a long train at 11:30 at night? There is a train every 45 or every hour, which means all the connections at the other end have to be also connected to that train that comes only in one hour.

715 When you start assessing this on flexibility, you realise one thing: you know why the car is winning; because the car is the ultimate flexible thing. And if we put rigid stuff, people will still be driving; will keep on driving. So that's my point on the train.

M. ROBERT HAJALY:

720 Thank you.

Mme LOUISE ROY :

725 Merci beaucoup, Monsieur. Oui, Monsieur Brisset?

M. PIERRE BRISSET :

730 Oui, bonjour!

Mme LOUISE ROY :

Vous vous nommez s'il vous plaît?

735 **M. PIERRE BRISSET :**

Pierre Brisset du groupe en recherche urbaine. Ce que je remarque c'est qu'on n'a peu de compréhension, ce que veut dire les grands projets en termes de remplacement des infrastructures. On parle toujours de Turcot, Turcot, Turcot, tout le monde casse les oreilles avec Turcot. Mais on ne réalise pas, dans le projet Turcot, on parle de la reconstruction de Ville-Marie qui n'est pas Turcot. Et puis la reconstruction de Ville-Marie va retarder de trois ans le remplacement de l'échangeur parce qu'il faut créer une déviation jusqu'à la rue Atwater. Et puis ça, c'est une demi-autoroute qu'il faut construire jusqu'à la rue Atwater. Si on se concentrait sur Turcot, déjà un tiers de la structure serait déjà enlevé pour permettre le remplacement plus facile. C'est la compréhension des projets.

740 Par exemple, dans Turcot aussi, on parle d'une ligne SRB; mais cette ligne-là de SRB en plein milieu de la 20 ne sera pas fonctionnelle tant et aussi longtemps que l'échangeur ville Saint-Pierre, qui ne fait même pas partie du projet Turcot, soit fait.

750 Et le pont Champlain, rapidement, personne ne comprend que le pont Champlain, 80 % de la structure est en bon état. Le pont, ça serait beaucoup plus facile, puis il y a plusieurs firmes d'ingénieur qui ont étudié ça. Le problème c'est, essayez de tenir des encyclopédies au bout des bras pendant trois heures de temps, comme on a fait au couvent en pénitence. Si on mettait des béquilles en dessous, le pont tiendrait. Bien, c'est le problème du pont Champlain. Mettez donc des béquilles en dessous des bouts, des piliers en forme de T.

755 Et c'est toutes ces affaires-là, la compréhension de l'envergure. Il y a 62 structures à remplacer à Montréal. Est-ce qu'on ne peut pas faire un triage là-dedans puis sélectionner, faire l'inventaire de ce qui est stratégique et ce qu'il ne l'est pas?

760 **M. MARCEL CÔTÉ :**

À chacun son métier, puis je ne m'embarquerai pas dans les problèmes de construction d'infrastructures, vous êtes probablement plus qualifié que moi.

765

770 Le problème de Turcot c'est que lorsqu'on a l'a construit en 1970, on a, d'une part, pensé qu'on l'entreprendrait, ce qu'on n'a jamais bien fait. Puis vous vous souvenez d'ailleurs, quand ça a été construit, c'était beau, beau, beau, des lumières partout. La chaussée était illuminée. Mais la deuxième chose, on n'a jamais pensé au transport en commun! On n'a jamais pensé au transport en commun lorsqu'on a fait Turcot. Et ça nous donne le problème qu'on a eu actuellement, jusqu'à tant qu'on ait les trains qui fonctionnent vers l'ouest, les trains qui ont coûté quand même cher, puis ce n'est même pas des solutions idéales. Turcot nous a imposé une solution, nous a imposé en quelque sorte l'automobile.

775 **M. PIERRE BRISSET :**

Mais comme je l'ai dit, Ville-Marie n'est pas Turcot, parce que ça a été construit plus tard.

780 **M. MARCEL CÔTÉ :**

Cinq ans plus tard.

M. PIERRE BRISSET :

785 Ça a été construit en 72.

Mme LOUISE ROY :

790 Est-ce que vous avez une opinion sur le choix des... comme il y a plusieurs infrastructures dont il faut faire la réfection?

M. MARCEL CÔTÉ :

795 Non. Il va falloir les faire en même temps. On oublie, là, qu'on n'investit pas beaucoup dans notre transport. La ville de Montréal a un PIB ou la région métropolitaine, disons, de l'ordre

de 150 G\$ par année. 150 G\$, normalement une région ou une économie investit entre 15 et 20 % de son PIB. Ça veut dire qu'on investit à Montréal 25 à 30 G\$ par année. Par année.

800 D'investir sur Turcot 5 G\$ sur une période de sept, huit ans, c'est rien pour une infrastructure assez critique. La même chose pour le SRB, la même chose pour le pont Champlain. Les investissements en transport, si j'exclus Turcot, dans la grande région de Montréal sont de l'ordre de 10 G\$ sur 10 ans. Ça, ça voudrait dire qu'on bouclerait, entre autres, le métro.

805 Dans l'est de la ville, il faut boucler en quelque sorte le métro. Parce qu'on impose à tout le monde de venir au centre-ville, puis là, on se rend compte – quelqu'un l'a finalement dit : « La station Berri de Montigny n'est plus capable de prendre le trafic. » Tout converge vers Berri de Montigny. Je ne connais pas de grandes villes qui ont un point de convergence aussi fort que Berri de Montigny. C'était peut-être beau en 1962-63 lorsqu'on l'a conçu, mais aujourd'hui c'est trop. Il faut qu'on fasse des boucles.

810 Tout ça, ça se fait avec 10 G\$. La même chose, on pourrait faire, sur la Rive-Sud, des boucles. Quoique si on écoute les maires, ils vont nous amener des grands axes, ils vont monter ça vers les champs, parce que les champs, c'est de la construction puis c'est des taxes foncières. Puis il n'y a rien qu'un maire de banlieue aime mieux que des taxes foncières supplémentaires.

Mme LOUISE ROY :

820 Alors, merci beaucoup. Merci beaucoup, Monsieur Côté. Monsieur Côté va rester avec nous un peu?

M. MARCEL CÔTÉ :

825 Oui.

Mme LOUISE ROY :

830 Alors, on va s'arrêter pour une quinzaine de minutes, prendre une pause, et ensuite on invitera nos panélistes à se joindre aux échanges.

PAUSE

Mme LOUISE ROY :

835 Mesdames, Messieurs, si vous voulez bien revenir à vos places, et puis j'inviterais les panélistes à prendre place. Nous allons voir le bonheur d'entendre cinq personnes-ressources de haut calibre qui vont venir participer à notre discussion sur le leadership de Montréal.

840 Alors, je vous les présente rapidement. Immédiatement à ma gauche, monsieur Bernard Landry, qui est professeur à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. Évidemment, tout le monde connaît monsieur Landry, qui a assumé la fonction de premier ministre du Québec pendant plusieurs années. Bonjour, Monsieur Landry.

845 Immédiatement à côté de lui, monsieur Gérard Beaudet, qui est professeur titulaire à l'Institut d'urbanisme à la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal; immédiatement à sa gauche, monsieur Gérard Boismenu, qui est le doyen de la Faculté des Arts et des Sciences de l'Université de Montréal; à côté de lui, monsieur Yves Bellavance, coordonnateur de la Coalition montréalaise des Tables de quartier; et à côté de monsieur Bellavance, monsieur
850 Pierre Paquette, actuellement professeur d'économie au Collège Maisonneuve, mais monsieur Paquette est aussi bien connu. Il a été, par le passé, secrétaire général de la CSN et député du Bloc Québécois.

855 Alors, nous avons invité ces cinq panélistes, parce que nous souhaitons, à la suite de l'intervention importante qui a été faite par Marcel Côté ce matin, avoir l'opinion de gens qui pourraient couvrir des domaines importants de l'activité montréalaise ou des domaines qui comportent plusieurs enjeux quant à l'avenir de la métropole; que ce soit le domaine social, le

860 domaine de l'aménagement du territoire et du transport, que ce soit les questions liées aux grandes universités ou aux questions de culture et du savoir, et donc à la performance que Montréal pourrait espérer dans les prochaines années de ce côté-là, que ce soit aussi lié aux questions économiques.

865 Alors, c'est à monsieur Bernard Landry que nous avons confié la tâche d'ouvrir ce panel. Chaque panéliste dispose d'une quinzaine de minutes... d'une dizaine de minutes, pardon. Excusez-moi, c'est probablement la réalité qui m'a rattrapée par rapport à la théorie, mais en tout cas, vraiment, j'aimerais ça que vous essayiez de vous en tenir à 10 minutes, qu'on puisse garder par la suite un bon temps d'échange avec le public. Monsieur Côté a accepté de rester aussi. Alors, ça peut faire un dialogue très intéressant au sujet des différents enjeux auxquels Montréal doit s'attaquer dans l'avenir.

870 Alors, Monsieur Landry, à vous la parole.

M. BERNARD LANDRY :

875 Merci, Madame.

Mme LOUISE ROY :

880 Vous voulez venir ici ou peut-être au lutrin? Non, vous avez déjà le micro. Allez-y.

M. BERNARD LANDRY :

885 Ah, bien oui. C'est vrai. J'ai une longue habitude de parler debout; à l'Assemblée nationale, on parlait debout, évidemment.

Mes chers amis, je vous le dis tout de suite – quand je dis « chers amis », ça s'applique à Louise, mais aussi à madame la chef de l'opposition officielle de cette grande ville. Mesdames et Messieurs, je vous le dis tout de suite, j'ai quelques minutes et je vais vous tenir des propos

890 extrêmement optimistes; pas parce que je suis jovialiste d'aucune espèce de façon, à cause
d'expériences vécues dans ma vie de citoyen et dans ma vie politique où j'ai vu qu'une société
peut faire assez rapidement des changements profonds et très réussis.

895 Ma première expérience c'est l'expérience québécoise globale. Quand j'ai commencé à
m'intéresser à l'économie du Québec, qui est devenue par la suite une passion, largement parce
que René Lévesque m'a condamné à l'économie, notre économie est une économie, je ne dirais
pas médiocre, mais pas très impressionnante.

900 Évidemment, nous étions des bûcherons, des agriculteurs, des mineurs, des
commerçants de village tout ça. Ce n'était pas bête, mais nous étions, ce qu'on pourrait appeler
des « colonisés ». Et si Jean Lesage a dit : « Maîtres chez nous » et c'est Maurice Duplessis qui
l'avait dit avant lui, c'est qu'on ne l'était pas. On est parti de loin puis on a réussi d'une façon
extraordinaire. C'est choquant, hein? Parce qu'entendre dire que le Québec a réussi d'une façon
extraordinaire, je vous dis que pour certains c'est presque une injure.

905 Quand j'ai commencé à m'intéresser à l'économie du Québec, un Ontarien gagnait 100 \$
quand on gagnait 60 \$. Aujourd'hui, la crise économique ayant accéléré les choses, quand un
Ontarien gagne 100 \$, un Québécois gagne 100 \$. Si on tient compte surtout des transferts et
des pouvoirs d'achat en parité. C'est tout un succès. Et ça n'a pas pris deux siècles.

910 Alors, quand j'enseigne en Afrique, je dis à mes étudiants : « Ne vous découragez pas. À
l'ère de l'informatique et des technologies contemporaines, ce que le Québec a fait en moins de
50 ans, l'Afrique peut le faire beaucoup plus rapidement. » Puis savez-vous qu'ils sont en train
de le faire en plus? Croissance en Afrique cette année : 6 %. Donc, une première raison qui me
pousse à être optimiste.

915 Une deuxième, c'est la transformation de la structure économique du Québec en un
temps relativement court aussi. Quand j'ai regardé les premières feuilles des exportations du
Québec, quand je suis arrivé à l'Université de Montréal dans les années 60, on exportait des
planches, des 2 x 4, du minerai de cuivre, de fer, de zinc et puis c'était ça, le Québec. Vous les

920 regardez les feuilles d'exportation aujourd'hui : aéronautique en premier, pharmacie, biotechnologie, technologie de l'information. Une révolution invraisemblable.

Dans mes conférences à l'étranger, je parle de ça. Évidemment, Bombardier est premier fabricant de matériel ferroviaire du monde, troisième avionneur du monde. Puis là, mon troisième
925 exemple c'était SNC-Lavalin, mais là, depuis quelques mois, je passe plutôt à CGI qui domine l'Amérique dans sa catégorie.

Alors, il y a des raisons d'être optimistes. On a fait des choses fabuleuses puis on les a faites relativement vite.

930 Et une autre chose que j'ai vécue profondément : en 94, dans ces années-là, le taux de chômage au Québec était de 14 %. C'était désolant! Et le chômage est une des choses les plus terribles qui peut arriver à un individu, à lui et à sa famille, à sa dignité personnelle. Alors, on a commencé une maudite bataille obsessionnelle. Je vous le dis, là. Et ceux et celles qui auront à
935 diriger la ville de Montréal pourraient regarder ça de près.

Je dis moi, mais pas rien que moi, les fonctionnaires du ministère des Finances, fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce et d'autres secteurs de l'État du Québec se levaient le matin avec une lutte obsessionnelle à mener contre le chômage, par
940 toutes sortes de moyens interventionnistes, mais interventionnistes calculés. Ce n'était pas par idéologie. Si pour faire venir Ubisoft, ça me coûte 10 M\$ et que je me rends compte que quelques années après, en impôts et taxes, ils me rapportent ça dans un mois et demi, ce n'est pas de l'interventionnisme idéologique. C'est une comptabilité interventionniste. Alors, on a fait ça.

945 Et aussi, on a encouragé à fond les technologies de l'information, les nouvelles technologies. Il y a 130 000 emplois dans les technologies d'information au Québec. Montréal domine le monde dans les jeux vidéo. En aéronautique, il y a trois grandes villes aéronautiques au monde : Seattle, ça ne vous surprend pas, Boeing; Toulouse, Airbus; et Montréal. Sauf que des trois, Montréal est la plus intégrée et intégrante. Il y a plus d'emplois en aéronautique à
950 Montréal premièrement qu'à Toulouse – ce n'est pas rien, plus qu'Airbus – et nous faisons tout.

Les turbines de réacteurs, les carlingues, les trains d'atterrissage, mêmes les trains d'atterrissage d'Airbus sont faits le long des Laurentides, ici, chez Messier Dowty. L'électronique a embarqué et j'ai appris ça dernièrement, une petite note qu'on m'a faite, les jeux vidéo à bord des avions sont faits à Montréal chez Ubisoft.

955

Est-ce qu'il y a quelque raison d'être optimistes? Est-ce qu'on peut penser qu'avec ce qu'on a fait de si important dans une période relativement courte, on pourrait faire des choses merveilleuses dans les mois et les années qui viennent? Est-ce que les dirigeants de Montréal à venir, quand l'horizon se sera un peu éclairci, parce que ça, il y a un malheur qui nous est arrivé, un malheur éthique que j'ai de la difficulté à comprendre – après avoir été aussi catholiques, comment est-ce qu'on a pu sombrer à des niveaux éthiques aussi bas dans plusieurs de nos villes –, mais quand cet horizon cessera, on peut encore repartir. Parce que Montréal a des atouts extraordinaires.

960

D'abord, Montréal c'est l'Europe et l'Amérique en même temps. Il y a un de mes amis français qui dit : « Le Québec c'est l'Amérique sans les Américains et la France sans les Français. » Et c'est vrai pour le Québec, et c'est vrai pour Montréal. C'est extrêmement attirant. On est à la convergence de deux civilisations exceptionnelles. Il faut évidemment choisir ce qu'il y a de mieux dans les deux, et pas ce qu'il y a de moins bon.

965

970

Je vous donne un exemple : les deux productivités les plus élevées du monde, ce sont les États-Unis d'Amérique, un – ça ne vous surprendra pas –, qui sont nos voisins géographiques; France, deux, voisins culturels. Qu'est-ce qu'on attend pour copier ce qu'il y a de mieux dans les deux? Parce que la productivité est un de nos défis majeurs pour les années qui viennent. Pas simplement pour des raisons liées à l'économie, mais liées à la démographie qui souvent est le coeur de l'économie.

975

Avant qu'on me fasse trop de signes, je vais finir par ça, j'imagine. Bon, alors, j'ai compris! Le mot clé des prochaines années pour Montréal, pour son économie, c'est le mot « productivité ». C'est le défi. Et si on le réalise, tout sera mieux après; si on le rate, ça va être

980

catastrophique, pourquoi? Parce que la démographie joue contre nous. La population vieillit. On commence déjà à manquer de main-d'œuvre.

985 Et les retraités, qui sont des gens extrêmement sympathiques et à qui on souhaite la plus longue vie possible, ils payent moins d'impôts et ils nous coûtent de plus en plus cher. Alors, comment est-ce qu'on peut faire ça, moins d'impôts, moins de ressources et des dépenses de santé plus élevées? Avec des emplois qui, au lieu de rapporter 12,50 \$ de l'heure comme dans le textile, en rapportent 80 \$ ou 90 \$, comme dans les technologies élevées.

990 Ça veut dire qu'une jeune femme dont le père gagnait 12,50 \$ de l'heure dans le textile, si elle travaille chez Ubisoft, gagne quatre ou cinq fois plus que son père. Alors, si leur génération est beaucoup moins nombreuse, mais gagne quatre, cinq fois plus, ça veut dire que l'avenir peut être brillant. Et dans ces technologies nouvelles à haute productivité, c'est moins dur pour la santé, c'est moins énervant, c'est moins stressant.

995 Alors, c'est ça mes raisons d'optimisme et je pense qu'elles sont rationnelles. Et j'espère vous en avoir partiellement convaincus.

Mme LOUISE ROY :

1000 Alors, merci beaucoup, Monsieur Landry. Maintenant, on va entendre monsieur Gérard Beudet. Vous connaissez aussi, plusieurs d'entre vous, monsieur Beudet. Je pense qu'il va nous parler d'aménagement, sûrement, de transport sûrement aussi, et de développement durable, probablement. Monsieur Beudet.

1005 **M. GÉRARD BEAUDET :**

1010 Merci. Bien, moi aussi, j'ai un aveu à vous faire. On m'a déjà dit que je souffrais de pessimisme critique, et on m'a surtout recommandé de ne pas me faire soigner. Donc, vous allez comprendre en partie mon propos.

Donc, le leadership de la métropole, j'ai surtout le goût d'essayer de répondre à la question : de quoi parle-t-on?

1015 Il faut se rappeler un phénomène qui est extrêmement important dans l'histoire de Montréal, c'est ce qui s'est passé dans les années 1960. Dans les années 1960, au moment où, dit-on par après, Montréal voyait grand et voyait même très grand, la métropole change radicalement de statut, notamment au plan physicospatial. On passe d'une métropole type du 19e siècle à ce qui va devenir la ville région type du 21e siècle.

1020 C'est un moment charnière, comme je l'indiquais, c'est un moment charnière où on a réalisé que la prise en charge d'une dynamique métropolitaine était loin d'être évidente. À preuve, le fait qu'on se soit complètement gouré, qu'on se soit complètement trompé sur ce qu'était pour devenir, à l'échelle régionale, la métropole.

1025 Il faut se rappeler qu'en 1967, quand on dépose le Plan Montréal horizon 2000, on prévoit qu'il y aura 7,5 millions d'habitants à l'horizon 2000. Il y en a eu la moitié, et ce qui est particulièrement préoccupant, c'est qu'on a réussi à urbaniser le même territoire avec la moitié des effectifs anticipés. Et donc, ça veut dire qu'on a consommé deux fois plus d'espace par individu qu'on l'avait prévu à cette époque-là.

1030 Et c'est ce qui donne la concordance assez fascinante entre l'image produite par les gens du service d'urbanisme de Montréal horizon 2000, en haut à gauche, et l'image prise de la station spatiale récemment de la région métropolitaine de Montréal, en pleine nuit, où on a presque une concordance parfaite entre ce qui avait été anticipé à ce moment-là et ce que Montréal est devenue.

1035 Il faut aussi bien prendre en compte, et ça, je pense que ça a été souligné par Marcel Côté tantôt, je pense que de ce côté-là, on passe complètement à côté, de bien comprendre la dynamique métropolitaine. On est dans un phénomène de métropolisation extrêmement puissant, qui a complètement reconfiguré la région. Et on oublie que le territoire de la

1040

Communauté métropolitaine de Montréal n'est pas la région métropolitaine. La région métropolitaine va bien au-delà du territoire de la CMM.

1045 Et donc, j'ai représenté ici quatre des composantes de ce phénomène de la
métropolisation. D'abord, le centre-ville, le point au centre. Comme on disait tantôt, un des
centres-villes les plus costauds en Amérique du Nord; la région centrale, le cœur de
l'agglomération qui englobe tout le centre de l'île de Montréal, la partie sud de Laval et tout le
secteur de Longueuil; la région métropolitaine fonctionnelle qui a complètement absorbé les
1050 villes satellites : Joliette, Saint-Jérôme, Saint-Hyacinthe et autres villes du genre et qui connaît
des poussées extrêmement fortes au nord dans les Laurentides et en direction de Granby,
d'autre part. Et c'est ça la vraie région métropolitaine. C'est ça qui est le cœur, pas le cœur, mais
qui est-ce qui devrait être la préoccupation fondamentale quand on parle d'assumer un
leadership à l'échelle métropolitaine, c'est de ça dont on doit parler. Pas du centre-ville, pas du
1055 cœur de Montréal, de la vraie région métropolitaine. Montréal doit s'imposer à cette échelle-là.

De ce point de vue là, au moment de l'agora municipal, j'avais évoqué ce mot de Charles
de Gaule qui disait : « Visez haut, c'est tellement moins encombré. » En disant : ce qu'il faut avoir
à l'échelle métropolitaine c'est de l'ambition, c'est de la hauteur de vue, c'est une perspective
1060 globale, que le PMAD n'a pas, malheureusement, et que le projet de Plan de développement de
Montréal encore moins.

Je dois malheureusement le dire : le Plan de développement de Montréal qu'on nous a
présenté hier, que j'avais déjà, auquel j'avais déjà eu accès antérieurement, est essentiellement
1065 une liste d'épicerie sans vision. On a ramassé tout ce qui traînait dans le décor des services et
des différentes instances de la ville, on a ramené ça dans un seul document. Il n'y a pas de
vision, il n'y a pas de cohérence, il n'y a pas de stratégie. C'est un ramassis de toutes sortes de
choses. Et je ne pense pas qu'on puisse fonder le leadership montréalais sur un document de
cette nature-là. Il faut le revoir.

1070

Et de ce point de vue là, la vision, il va falloir qu'on apprenne à en avoir. Nous n'avons pas de vision. Nous n'avons pas de vision du côté des élus. Nous ne permettons pas aux professionnels d'avoir de la vision. Et un des beaux exemples, c'est le mont Royal.

1075 J'évoquais encore une fois à l'agora, que c'est un espace majeur, c'est un espace
fondamental dans la définition même de ce qu'est être Montréalais. Or, on constatera que 15 ans
après qu'on ait pris la décision de construire les deux super hôpitaux, on ne sait toujours pas ce
qu'on fera des hôpitaux qu'on va libérer; 15 ans plus tard. C'est absolument invraisemblable
qu'on en soit là, mais c'est la réalité. Et pire, il s'ajoute de nouveaux équipements. On pense
1080 entre autres à l'ancien couvent qui a été acquis par l'Université de Montréal dont on ne sait
toujours pas ce qu'il deviendra, et ça, dans l'espace, le massif urbain le plus prestigieux à
l'échelle canadienne. Il faut quand même le faire! De ne pas être capable d'avoir un minimum de
vision et d'ambition pour un espace qui tombe tellement sous le sens du rôle qu'il peut jouer à
l'échelle métropolitaine.

1085 Un autre dossier qui est extrêmement préoccupant, c'est la question du transport; du
transport collectif, d'une part, et de l'arbitrage entre les décisions de transport collectif et des
décisions de transport privé.

1090 Évidemment, tout le monde reconnaît que la gouvernance métropolitaine avec 19
organismes en transport, ça ne peut pas bien fonctionner. Et ça peut d'autant moins bien
fonctionner que l'AMT est juge et partie en même temps, en étant opérateur de trains. Donc, ils
sont en conflit d'intérêts par-dessus les oreilles, ça fait des années, et ça nous mène à des
situations totalement aberrantes. Et j'ai cru bon d'intituler cette diapositive « La déclinaison
1095 montréalaise de l'auberge espagnole ».

1100 En matière de transport dans la région métropolitaine de Montréal, on trouve tout ce que
tout le monde veut avoir essentiellement. Donc, ça va d'une gare de train de banlieue en plein
champ à Mirabel, trois villes de la banlieue extrême, du périmètre extrême : Saint-Jean-sur-le-
Richelieu, Saint-Hyacinthe, Sorel-Tracy qui veulent avoir un train de banlieue comme Saint-
Jérôme, aux mêmes conditions que Saint-Jérôme, c'est-à-dire ne pas appartenir à la

Communauté métropolitaine de Montréal. Pourquoi s'emmerder de cette appartenance-là, si on peut avoir le service qui montre bien qu'on est intégré dans la région, mais dont on ne veut pas reconnaître le fait qu'on est intégré.

1105

Ça mène au dossier du SRB dont on a parlé abondamment ce matin, ça mène au dossier des incapacités de prendre des décisions franches en fonction du transport collectif. Le prolongement de la 19, dans le contexte actuel, il faut quand même le faire. Et, encore une fois, je pense que c'est assez évident, on est encore dans un processus de prise de décisions électoralistes et non pas dans un processus de prise de décisions qui serait, au mieux, pour le mieux-être de la métropole.

1110

Et de ce point de vue là, je pense qu'il faut être inquiet. Il faut être inquiet parce que oui Montréal a des atouts extrêmement importants. Quand on se compare avec la plupart des villes nord-américaines de même taille, on a des atouts très sérieux qui sont dus à l'histoire, qui sont dus aux politiques publiques, qui sont dus à toutes sortes de facteurs. Mais on a des atouts et des atouts qui nous permettent d'emprunter à ce qui fait en Europe dans bien des dossiers, mais on n'a pas l'air de réaliser que ces atouts-là, ils sont fragiles; que ces atouts-là, ils sont vulnérables.

1115

1120

Il n'y a rien qui nous garantit que dans 20, 25, 30 ans, on va être encore dans une position aussi avantageuse. Il n'y a rien qui nous garantit que cette spécificité du centre-ville de Montréal, qui est assez exceptionnelle à l'échelle nord-américaine, elle ne sera pas érodée par des décisions qu'on prendra et qui auront pour effet de délocaliser encore plus à distance, un certain nombre de vocations.

1125

Donc, de ce point de vue là, pour compléter ce survol, je pense que parmi les défis qu'on devrait se poser collectivement, il faudrait d'abord être capable de reconnaître la dimension régionale de la dynamique métropolitaine. Et ça, ce n'est pas la reconnaissance du statut de métropole par le gouvernement du Québec qui va nous le permettre, c'est une reconnaissance sur une idée du 19e siècle de ce qu'est une métropole. Et sur le terrain, dans le quotidien, on voit

1130

bien qu'à Québec, on continue à prendre des décisions ou à ne pas prendre de décisions qui vont à l'encontre d'un vrai projet métropolitain.

1135 Il faut protéger les acquis de la ville centre et du cœur de l'agglomération. Et pour ça, il faudrait qu'à la fois d'un point de vue politique et à la fois du point de vue des professionnels, qu'on franchisse les ponts, qu'on traverse les rivières et qu'on aille voir ce qui se passe ailleurs. Il y a une espèce de méconnaissance chronique de ce qui se passe à l'extérieur de l'île de Montréal qui va nous jouer un tour éventuellement. L'agora métropolitaine qui a été tenue il y a quelques mois, la moitié des participants venaient des banlieues. Ils ont l'air de prendre au sérieux le devenir de la région métropolitaine.

1140 Promouvoir, faire partager une vision réellement métropolitaine; il faut que Montréal s'impose. Il faut que Montréal ait un discours qui soit rassembleur. Il faut qu'on y croie, pas seulement à Montréal, mais qu'on y croie ailleurs aussi, et il faut qu'on l'endosse dans le quotidien, dans l'ensemble des décisions qui sont prises.

1150 Il faut privilégier des démarches concertantes qui vont favoriser la convergence et la cohérence des visions, des politiques, des programmes et des projets, ce qui n'est pas le cas. D'ailleurs, dans le projet de Plan de développement de Montréal, il n'y a aucun mécanisme de suivi qui nous permettrait de nous assurer qu'on va agir avec cohérence dans tous ces champs d'action ou dans toutes ces pistes qui sont évoquées.

1155 Et, finalement, je pense qu'il faut reconnaître formellement la mission transversale de l'urbanisme à toutes les échelles d'intervention. On a évoqué que le projet de Plan est trop aménagiste. En ce qui me concerne, étant urbaniste, je vous dirais que la dimension aménagiste c'est tout simplement qu'on a mis des choses sur un plan. Pour moi, ce n'est pas une vision urbanistique du devenir de Montréal et du devenir de la région.

1160 Et cet outil, qui est l'outil privilégié des municipalités, on devrait apprendre à mieux l'utiliser, parce que l'établissement qu'on va créer va être en bonne partie, non seulement dû à la

dynamique économique, mais va être dû à ce que l'aménagement du territoire et l'urbanisme peuvent apporter, justement pour amplifier ce dynamise économique là.

1165 Merci.

Mme LOUISE ROY :

1170 Merci beaucoup, Monsieur. Alors, il y aura ici matière à discussion. Monsieur Boismenu.

M. GÉRARD BOISMENU :

1175 Alors, bonjour! On m'a invité pour parler sur un autre registre, aujourd'hui, que celui qu'on a entendu jusqu'à maintenant. C'est-à-dire qu'on m'a invité à parler de la vision d'un universitaire ou de l'université pour le Plan de développement de Montréal, et là-dessus, je voudrais donc traiter du sujet.

1180 Déjà, en partant d'un constat relativement... il n'est pas brutal, mais relativement simple, quand on regarde dans ce Plan de développement, l'Université, les domaines du savoir, les institutions du savoir sont très peu présentes. Si je reprends juste les occurrences des mots : « université » arrive une fois; « savoir », quatre fois; « éducation », deux fois. Ce n'est pas un reproche, c'est une constatation. Et donc, dans le titre que je me mettais lorsque j'écrivais, j'ai marqué : « Métropole universitaire et culturelle en plan » et le « en plan », ça dépend de la façon dont on l'interprète : ça veut peut-être dire mis de côté ou, au contraire, dans le Plan.

1185 Je pense qu'on peut difficilement imaginer qu'un plan de la ville de Montréal, Montréal métropolitain, puisse se faire sans les universités. Et là-dessus, je voudrais parler quelques minutes des universités en tant que telles, déjà pour dire que le poids économique des universités est considérable.

1190

1195 Marcel Côté, au cours d'une réunion de la Chambre de commerce il y a deux, trois mois, en février, avait fait une présentation, que je ne voudrai pas faire aujourd'hui, sur le poids économique de la ville de Montréal, et en soulignant effectivement qu'on est à peu près à un peu moins de 200 000 étudiants, 20 % viennent de l'étranger. Ces gens-là ont une contribution économique majeure. Quand on regarde en termes d'emploi, c'est important. Quand on regarde par rapport au PIB métropolitain, on voit bien effectivement que ça se compare facilement à des grandes filières industrielles autour de Montréal. Et donc, dans ce sens-là, cette démonstration, elle est faite.

1200 Mais je voudrais mettre l'accent sur d'autres dimensions rattachées à l'Université. Si on voit l'Université jusque dans ses effets ou dans son impact sur la vie économique, c'est une réalité, c'est une réalité sur laquelle il faut compter. Mais il y a d'autres éléments sur lesquels il faut peut-être insister. Et pour aborder cette question, je voudrais citer trois exemples pour un peu brouiller les pistes par rapport à une vision un peu, comment dire, un peu utilitariste des universités par rapport à l'économie.

1210 Premier exemple que je mentionnerais, c'est de souligner l'importance stratégique de la recherche fondamentale. Vous savez que l'un des fondateurs de Research In Motion qui a financé à la hauteur de – jusqu'à maintenant en tout cas – de 125 M\$ l'Université Waterloo, et son idée de base c'est non pas de faire une deuxième, une troisième ou une quatrième génération de BlackBerry, son idée de base c'est de développer la recherche fondamentale dans cette Université. C'est de faire en sorte que Waterloo ne soit pas le Silicon Valley, mais ça sera le Data Valley du Canada, et particulièrement de l'Ontario. Et donc, il investit dans les sciences fondamentales et dans les mathématiques pures, ce qui, pour lui, est la meilleure façon de faire repousser les frontières de la connaissance.

1220 Les retombées donc sont très positives à l'heure actuelle pour l'Université de Waterloo, en termes de positionnement, et cetera, mais elles ne pourront être jugées que sur une échelle temps d'une vingtaine d'années, en fait. Donc, il y a cet élément qu'il faut considérer comme étant particulièrement important, rattaché à l'université, c'est-à-dire l'échelle temps et le genre de travail qu'on y fait.

1225 La deuxième chose, c'est l'amélioration des conditions sociales, de vie, de notre environnement. Et je vais citer ici la même réunion à laquelle je faisais allusion : Michel Thibodeau-Deguire qui a dirigé longtemps Centraide et qui parlait justement du quartier Saint-Michel et qui montrait que le quartier Saint-Michel s'est réorganisé, réapproprié, à l'aide justement de sociologues, de spécialistes en leadership rassembleur, et qu'aujourd'hui, s'il y a 80 animateurs qui ont été formés et 29 quartiers qui travaillent avec des formes de concertation très poussées, bien, c'est à cause, effectivement, ou grâce plutôt qu'à cause, des sociologues ou autres spécialistes auxquels je fais allusion à l'instant.

1230 Troisième exemple, c'est ce que j'appellerais la fécondation ou la combinaison inattendue des expertises. Exemple très pratique : dans une université, on veut rénover la bibliothèque et donc, ce faisant, on fait appel à une entreprise spécialisée dans la programmation technologique pour espaces publics pour retravailler, à cette occasion d'une rénovation, travailler sur sa redéfinition de l'environnement, l'environnement d'apprentissage, l'environnement de consultation, de collaboration et même de travail individuel avec les outils de demain, et dans un concept créatif. Et la personne qui vient pour faire le travail, pour évaluer les besoins, et cetera, ce n'est pas un technologue, c'est un anthropologue; et qui fait, à partir d'une démarche qui est tout à fait typique de l'anthropologie, une définition des besoins pour demain et avec, 1235 1240 effectivement, les outils technologiques qui vont pouvoir être en phase avec cette société qui est en train de se développer.

1245 Je retiens ces exemples pourquoi? Parce qu'on comprend bien que la formation hautement qualifiée qui est offerte à l'université a un impact majeur sur les activités économiques et sur l'industrie ou sur les laboratoires de haute technologie. Mais il faut aussi garder en tête que ces formations de haut niveau sont en phase avec le développement de la société, voire la devance. Et cela, je pense, est juste.

1250 Et là-dessus, j'ai envie de vous parler un petit peu de l'université, parce que je pense que c'est un monde que l'on connaît mal ou qu'on connaît de l'extérieur.

1255 En fait, l'université – et j'en viens à la question du développement de la ville de Montréal – l'université produit un capital humain qui est riche et divers. C'est une communauté, une communauté d'individus hautement qualifiés, créatifs et inventifs. C'est aussi une communauté d'agents qui sont des agents du changement, qui façonnent le milieu de nos vies et de nos institutions. C'est des gens qui travaillent aussi bien – pas les mêmes personnes – dans une perspective de démarche fondamentale que dans une perspective de démarche appliquée, avec des protocoles qui sont conséquents pour chacun.

1260 C'est des gens qui sont inspirés ou qui sont motivés de façons très différentes. Certains veulent, par scepticisme ou par esprit critique, ou autrement par simplement vouloir faire avancer la connaissance, certains veulent remettre en cause les certitudes, bouleverser les repères, les paradigmes. D'autres ont plutôt – et je prends un spectre qui est assez large et assez caricatural – d'autres ont plutôt une volonté d'instrumenter mieux les capacités de faire ou les usages pour une application immédiate.

1270 On peut dire aussi que ce sont des gens qui ont des ambitions et des échelles de temps qui sont très différenciées. Et une seule évocation permet peut-être de l'exprimer : le chercheur en mathématique pure n'a pas la même échelle de temps que son collègue immédiat de la porte d'à côté, qui est en actuariat.

1275 L'université donc, c'est aussi l'ensemble de ces éléments, mais il ne faut pas oublier que l'université est une institution culturelle. Et cette notion d'université comme institution culturelle, elle est souvent méconnue. Donc, sur cette question, il faut insister, je pense, sur cette dimension, et je veux arriver à l'impact de l'université en termes de son impact sur la composition de la société.

1280 Au-delà des caractéristiques, donc de l'apport du milieu universitaire, l'université c'est une vaste communauté de professeurs, d'enseignants, de chercheurs, de travailleurs hautement qualifiés, de créateurs, d'étudiants et souvent d'étudiants étrangers. C'est donc une population qui imprègne notre tissu social et qui le façonne.

1285 C'est une population qui a une présence qui, avec des groupes socioprofessionnels très diversifiés, qui a une présence qui est à la fois massive et qui a un impact en termes de milieu de vie. C'est un ensemble donc qui devrait être une composante majeure dans le développement métropolitain.

1290 Nous avons à Montréal, et je ne veux pas rentrer dans les débats un peu théoriques de ce secteur, je fais juste mention, nous avons les éléments essentiels de ce qu'on appelle souvent une *Creative knowledge city*. C'est-à-dire l'ensemble des éléments qui font partie des composantes pour dynamiser les villes à l'ère du 21^e siècle. Et donc, on pourrait, je pense, considérer que, en regardant ce qui se fait ailleurs, mais mettre l'accent sur ces principales caractéristiques qui sont rattachées à une *Creative knowledge city*.

1295 Je plaide pour qu'effectivement, on puisse considérer Montréal comme étant un espace métropolitain de l'innovation, de l'inventivité, de la créativité et des passerelles entre les milieux. Voir et imaginer incarné le fait que l'on soit une ville qui bouge, qui surprend, mais aussi qui aime ses créateurs. On l'a évoqué rapidement tout à l'heure : faire en sorte que nos créateurs aient des conditions d'existence de vie, des repères et l'ensemble des moyens les plus favorables pour permettre d'exprimer leur génie, que ça soit de façon très ancrée sur l'entreprise ou de façon beaucoup plus gratuite par rapport à des activités lucratives.

1300 Misons donc, je dirais, sur la créativité et sur la passion.

1305 En ce sens donc, si on veut une métropole forte, je pense qu'il faut travailler avec les universités, avec le milieu universitaire, avec l'ensemble des composantes de la société qui sont liées directement ou indirectement au milieu universitaire, par la suite dans leur milieu professionnel.

1310 On peut imaginer ou on pourrait imaginer, et je vais terminer là-dessus, on pourrait imaginer très bien qu'une politique gouvernementale provinciale puisse prendre pour acquis le fait, et comme une donnée de base, le fait que Montréal est la principale ville de recherche au Canada. Que c'est la première ville au Canada en termes de ville universitaire, la deuxième en

Amérique du Nord, et considérer que cette réalité, ce qu'on indique par ces classements ou ces indications, que c'est une donnée qui devrait faire partie de la politique universitaire.

1315

On a des politiques pour favoriser les universités en région, je n'ai absolument rien contre le fait de favoriser les universités en région, au contraire. Est-ce qu'on peut intégrer l'idée, dans notre politique universitaire, qu'on puisse mettre l'accent sur une politique qui mise sur cette force capitale de Montréal, ville universitaire, mais aussi ville de culture.

1320

Là-dessus, évidemment on peut imaginer que des interventions externes puissent faciliter la chose, mais je pense qu'il faut, d'une certaine manière, le vivre de cette façon à Montréal et avoir les appuis publics qui vont dans cette direction.

1325

J'aurais voulu parler de la ville en réseau, mais je me tais. Je vais me limiter à ces remarques.

Mme LOUISE ROY :

1330

Merci beaucoup, Monsieur Boismenu. Alors, vous avez dit : « Une ville qui bouge, qui surprend et qui aime ses créateurs. »

Monsieur Bellavance, à vous!

1335

M. YVES BELLAVANCE :

1340

Alors, bonjour tout le monde. Je vais remercier, en commençant, remercier l'Office de consultation publique de m'avoir invité à venir parler du leadership de Montréal, de Montréal, mais plus particulièrement sous l'angle du développement social. Je dis merci parce qu'on ne peut pas dire que le développement social soit souvent pris en compte lorsqu'on aborde des grands enjeux de Montréal, des grandes stratégies montréalaises.

1345 J'étais ici hier lors de la présentation du Plan de développement de Montréal, j'ai écouté les conférences de tout le monde, tout à l'heure, et si, rapidement et facilement, on est d'accord sur une vision généreuse et large de Montréal qui comprend une ville solidaire, une ville qui est progressiste, par contre, quand on arrive concrètement dans les éléments de plan d'action, on a un peu plus de difficulté à trouver des priorités qui soient chiffrées, ciblées, et on le constate également dans le Plan de développement de Montréal.

1350 Souvent, le développement social est effleuré. On parle d'économie, oui. On parle d'environnement, oui. On parle de culture, on parle de transport, on parle beaucoup de gouvernance, on en entend parler aussi ce matin, mais le développement social, non. L'aspect social, non. Et je trouve ça étonnant, parce que le développement social, c'est quand même un des piliers du développement durable, qui semble pourtant au cœur de toutes les politiques montréalaises, dont le Plan de développement de Montréal.

1360 Ce développement qu'on souhaite durable, on le veut, bien évidemment pour les personnes en premier lieu. On ne le veut pas pour les boulons qui vont être fabriqués dans une usine ou pour le complexe Turcot. On le veut pour que les gens qui habitent Montréal aient une vie de qualité, ait des bonnes conditions de vie, un bon cadre de vie et puissent finalement trouver leur petite parcelle de bonheur dans leur vie.

1365 Alors, d'entrée de jeu, mon premier message c'est de vous dire qu'il faut tenir davantage compte du développement social dans les discours, dans les orientations, dans les stratégies, dans les actions de la Ville de Montréal et de Montréal la métropole aussi. Et à mon avis, il y a un manque de leadership à ce niveau-là, des autorités montréalaises et de l'ensemble du milieu montréalais sur le développement social.

1370 Alors, moi, je vous pose une question : c'est quand la dernière fois que vous avez vu des leaders montréalais sur la place publique assumer un leadership en matière sociale, s'adresser aux autres gouvernements, par exemple, pour demander quelque chose en matière sociale? C'est quand même assez rare. Vous pourrez me répondre tout à l'heure si vous avez un exemple.

1375 Alors, qu'en est-il de ce développement social là à Montréal? Bien, premièrement, c'est déjà une compétence de la Ville de Montréal. Suite aux fusions, on a donné cette compétence-là à la Ville de Montréal. Je vous le rappelle, l'article 87 dit que la Ville a des compétences, des obligations, des pouvoirs particuliers dans les domaines suivants... dont le deuxième qui est nommé dans la Charte de la ville de Montréal, c'est la promotion économique et le développement communautaire, culturel, économique social, et en matière d'environnement et de transport. C'est ce qui nous donne d'ailleurs le Plan de développement de Montréal aujourd'hui, parce que c'est une conséquence de cet article-là dans la Charte de Montréal. Parce qu'il y a une obligation donc de faire ce plan.

1385 Et les arrondissements ont une compétence de soutenir le développement économique, le développement social et le développement communautaire et culturel.

1390 Donc, la Ville a hérité à ce moment-là d'une compétence. On peut dire qu'elle s'est retrouvée avec cette compétence-là, mais les modalités de cette compétence-là ou la finalité des objectifs ou comment on va l'organiser, cette compétence-là en développement social, ça, c'était un peu laissé à la merci des grandes municipalités.

1395 Alors, certaines ont choisi des voies d'une politique en développement social. Je pense à Gatineau, Trois-Rivières, Sherbrooke qui ont publié des politiques en développement social, mais ce n'est pas le cas de Montréal. Gatineau, par exemple, a donc adopté une politique en développement social pour répondre à cette obligation-là du législateur qui, en visant l'adoption de cette politique-là, c'était pour se donner un outil pour mieux ancrer l'action de la ville en matière de développement social.

1400 Mais à Montréal, il n'y a pas de politique spécifique en développement social. On a une politique du transport, si on se réfère à l'article que je vous ai lu tantôt, les éléments qui étaient dedans, dans le plan qu'on veut faire maintenant, le Plan de développement de Montréal. On a une politique du transport, on a une politique culturelle, on a une politique économique, on a une politique de développement durable, mais on n'a pas de politique en développement social. Même l'arbre a sa politique à Montréal, mais on n'a pas de politique en développement social.

1405 Il y a des arrondissements, par contre, qui commencent à en faire, et ça, c'est intéressant. Il y a quelques arrondissements à Montréal qui ont produit des plans de développement social, et ça, ça pourrait aider peut-être à construire quelque chose éventuellement.

1410 C'est sûr que ces politiques sectorielles là permettent d'améliorer la qualité de vie des gens, qui est l'objectif du développement social, mais il n'y a pas de vision globale. Je reviens un petit peu à ce que monsieur Beaudet disait tout à l'heure : « Il n'y a pas de vision globale dans le Plan intégré. »

1415 Hier, on nous disait que c'est une vision intégrée. Moi, je pense plus que c'est une vision où on a une somme des plans sectoriels, mais elle n'est pas nécessairement globale et intégrée.

1420 Les tables de quartier, vous en avez parlé tout à l'heure, les tables de concertation dans les quartiers, ça, c'est une initiative intéressante à Montréal, originale, qui est financée par la Ville de Montréal, la Direction de santé publique et Centraide, qui fonctionne justement de cette façon, c'est-à-dire qu'on établit donc un portrait, un diagnostic, des priorités d'action, on en choisit et on rassemble l'ensemble des secteurs du milieu pour atteindre des objectifs.

1425 On va se dire tout de suite que les moyens ne sont pas à la hauteur des problèmes qu'il y a dans les quartiers, mais ça donne donc une espèce de... et il y a un suivi aussi à la suite. Donc, il y a une façon de fonctionner que, moi, je pense qu'on ne retrouve pas dans le Plan de développement de Montréal.

1430 Ensuite, je voudrais vous parler aussi de ce que Montréal peut faire en développement social. Je vais y aller très brièvement. C'est parce que moi, je suis un petit peu tanné d'entendre que Montréal ne peut pas rien faire et que ça relève uniquement des paliers supérieurs de gouvernement. Il y en a plusieurs qui se questionnent et qui se demandent : pourquoi à Montréal, justement, cette compétence-là? Pourquoi Montréal devrait occuper le champ social?

1435 Bien, moi, je dis qu'il doit le faire, parce que premièrement c'est une compétence. Il y a un espace à occuper, il doit être original pour l'occuper. Est-ce que ça va être dans le cadre du Plan de développement? Je ne le sais pas. Je disais tout à l'heure qu'il y a une somme de politiques sectorielles, mais il n'y en a pas en développement social. Alors, est-ce qu'on profite de ce moment-là pour l'élaborer? C'est possible.

1440 Ensuite, Montréal se targue d'être une métropole. Une vraie métropole ne peut pas laisser le champ social de côté. En tout cas, si on regarde sur la planète, quand on est une métropole, on se préoccupe des conditions sociales des gens, évidemment. Et il y a des responsabilités supplémentaires en tant que métropole. Il y a plus d'itinérance, c'est la principale
1445 porte d'entrée des personnes immigrantes. Il y a une richesse qui est là, mais aussi les défis de la redistribuer. On accueille les gens des autres régions, donc il y a des éléments qui caractérisent une métropole et qui doivent aussi être tenus en compte.

1450 Montréal a 30 % de personnes à faible revenu, 40 % de travailleurs à faible revenu, puis Montréal affiche un des taux de pauvreté les plus élevés au Canada.

1455 Alors, mon deuxième message c'est de vous dire que Montréal ne va être pleinement une métropole que le jour où elle assumera pleinement son leadership aussi en matière sociale. Et il ne s'agit pas ici de remplacer les autres paliers de gouvernement qui font les grandes politiques sociales, les mesures de soutien au revenu, et cetera, mais il y a quand même des éléments de condition de vie qui touchent la Ville de Montréal et Montréal a des outils pour agir, en fait.

1460 Alors, Montréal peut, premièrement, se doter d'une vision globale, de cette vision transversale du développement social qui va au-delà des politiques sectorielles, qui pourrait même, à la limite, contenir des mesures un peu comme il a été adopté au gouvernement du Québec, une mesure qui n'appauvrit pas les gens. Moi, je pense, par exemple, à l'accès aux services. On a eu toute la question du Jardin botanique récemment, où là, c'était très difficile, en termes de tarification, maintenant, pour les gens qui habitent dans le secteur, qui veulent utiliser,
1465 donc aller se promener au Jardin botanique. C'était plus difficile à cause des mosaïcultures.

Donc, tenir en compte, ne pas empirer les choses, finalement, et tenir en compte de la situation des gens les plus défavorisés.

Deux minutes? Eh, Madame Roy!

1470

C'est ça. Donc, la deuxième chose que Montréal peut faire, c'est, il y a évidemment des interventions qu'elle fait déjà et elle peut en faire davantage. Le pourcentage du budget de la Ville de Montréal qui est consacré spécifiquement au développement social est très peu élevé. Le pourcentage, on entendait tantôt, qui est à la culture est peu élevé, mais le développement social est moins élevé encore.

1475

Alors, je pense que la Ville de Montréal peut en faire plus et peut soutenir aussi plusieurs pratiques innovantes. Je parlais des tables de quartier tout à l'heure, mais il y en a d'autres pratiques innovantes à Montréal. Il y a toute l'économie sociale, il y a l'économie locale aussi. Donc, il y a des réseaux environnementaux aussi qui ont développé des initiatives intéressantes en termes d'impact sur le cadre de vie dans les quartiers, et la Ville peut donc s'appuyer sur ces réseaux-là et les soutenir davantage.

1480

Montréal peut aussi agir en leader, politiquement aussi. Alors, je donne un exemple : c'est-à-dire on va parler de chômage tout à l'heure, avec les changements qu'il y a au gouvernement fédéral en matière d'assurance-chômage et qui touchent les travailleurs saisonniers. Je l'ai dit tantôt, il y a plusieurs travailleurs à faible revenu à Montréal. Montréal peut aussi, même si ce n'est pas dans sa juridiction, jouer un rôle de leader très important pour être plus actif pour aller défendre justement les conditions de vie de l'ensemble de sa population, mais la population la plus défavorisée.

1485

1490

Alors, oui, il faut s'occuper des trous, des nids-de-poule, des trottoirs et tout ça, mais le trottoir qui est réparé, il améliore une partie de la qualité de vie du cadre de vie, mais avoir un toit sur la tête, avoir accès à la culture, avoir accès aux loisirs, ça améliore aussi, fondamentalement, la vie du citoyen montréalais.

1495

1500 Alors, en conclusion, si vous me permettez deux petites minutes? Oui? En conclusion, je me disais : est-ce que le Plan de développement de Montréal va plus loin? Est-ce qu'il permet d'aller plus loin sur le plan social? Je l'ai dit tout à l'heure et puis ça, on l'a reconnu aussi dans les derniers mois, le Plan de développement de Montréal, dans sa vision, mentionne, et il y a une préoccupation pour que Montréal soit une ville inclusive et solidaire. Et ça, on le reconnaît, c'est très intéressant.

1505 Maintenant, dans le Plan, dans les éléments du Plan – je lisais hier dans le journal Métro, il y avait un article sur les investissements que le Plan de développement de Montréal va amener à Montréal, évidemment on parlait de la réfection des réseaux, d'eau, de voirie, des grands projets urbains, c'est un montant, si je me rappelle bien, de 3,5 milliards pour les trois prochaines années, mais là-dessus il y a 14,6 millions en soutien pour les secteurs défavorisés à Montréal.

1510 Alors, je pense que c'est vraiment trop peu, et je pense aussi, quand on regarde le plan d'action du Plan, on voit qu'il y a des éléments qui sont extrêmement – je l'ai dit tantôt – pointus, des cibles précises. Par contre, quand on regarde la question du logement, on fait une liste des programmes qui existent; quand on regarde la question des interventions dans les secteurs défavorisés ou sur les problématiques urbaines, on nomme l'itinérance, on nomme les jeunes, 1515 on nomme les personnes immigrantes, on nomme la revitalisation dans les quartiers, mais on ne chiffre rien. Il n'y a aucune cible pour dire : bon, dans les 15-20 prochaines années, qu'est-ce qu'on veut atteindre?

1520 Alors, voilà. Je vais terminer avec ça. Nous, on espère que les éléments sociaux vont être plus présents dans le Plan de développement de Montréal, et surtout, surtout, surtout dans les plateformes politiques des prochains partis, les partis qui se présentent pour la prochaine élection.

1525 Voilà!

Mme LOUISE ROY :

1530 Merci beaucoup, Monsieur Bellavance. Alors, toute la question des solidarités, on y reviendra tout à l'heure. Monsieur Paquette, alors vous êtes le dernier, mais vous allez ramasser tout ça. On vous écoute.

M. PIERRE PAQUETTE :

1535 Malheureusement, ça ne sera pas moi qui va ramasser tout ce qui vient d'être dit, mais j'ai bien confiance que vous allez le faire.

Mme LOUISE ROY :

1540 D'accord.

M. PIERRE PAQUETTE :

1545 Alors, ça a été mentionné que j'avais été secrétaire général de la CSN, mais avant d'être secrétaire général de CSN, j'ai été président du Conseil central de Montréal de la CSN au milieu des années 80. Et à cette époque-là, on a vécu une situation qui avait été assez traumatisante pour le milieu syndical.

1550 C'était la première grande crise, grande récession au début des années 80. Je me souviens que les métallos, par exemple à la FTQ, avaient perdu la moitié de leurs membres, alors ça a été un choc. Et s'étaient mis en place des comités de relance de certains secteurs de Montréal. Alors, j'ai participé au comité de relance de l'économie et de l'emploi de l'Est de Montréal et du Sud-Ouest de Montréal. Les taux de chômage étaient de 14 % pour l'ensemble
1555 de la région, mais dans ces quartiers-là ou ces secteurs-là, ça pouvait monter jusqu'à 16-17 %. Et il y avait eu des licenciements massifs.

1560 Alors, quand je regarde au milieu des années 80, l'espèce de changement de cap au
plan économique et social à Montréal, rappelez-vous, non seulement il y avait ces comités de
relance où, pour la première fois, des élus municipaux, des professionnels des différentes
municipalités, du gouvernement du Québec, du gouvernement fédéral, des différents syndicats,
des milieux patronaux s'assoiaient ensemble, ce qui était quand même assez novateur, et qui a
amené d'ailleurs, à la CSN, tout un débat qui a duré jusqu'au début des années 90. Et non
1565 seulement il y avait ces comités de relance là, mais en plus, rappelez-vous que monsieur
Drapeau avait organisé le premier sommet économique de Montréal. Parce qu'on sentait
justement le besoin d'une prise en charge régionale.

1570 Et je pense qu'il faudrait avoir, dans ce Plan de développement de Montréal, un peu cette
même volonté de prise en charge du développement économique, du développement social de
Montréal, parce qu'il faut se rappeler que le taux de chômage est encore autour de 10 % à la ville
de Montréal. Et quand on avait ce sentiment d'urgence au milieu des années 80, il était à 12,5 %.
Alors, ce n'était quand même pas... disons, la situation actuelle n'est pas particulièrement rose
au plan de l'emploi, et c'est pourtant un sujet qui est pratiquement absent des débats politiques,
des débats dans notre société.

1575 Et les deux derniers mois ont montré aussi la fragilité de la situation de l'emploi à
Montréal. Vous savez qu'on a perdu autour de 10 000 emplois au cours du mois de mars et du
mois d'avril.

1580 Alors, donc, à mon sens, il faut que l'emploi soit au cœur du Plan de développement de
Montréal. Et on ne peut pas compter strictement sur un bon aménagement. Évidemment, c'est
une condition *sine qua nun*, mais il faudra plus que ça, peut-être même une politique du
développement économique et de l'emploi pour Montréal, pour être capable de faire les
revendications nécessaires auprès, à la fois du gouvernement du Québec et du gouvernement
1585 d'Ottawa.

1590 Un élément aussi très important pour moi, c'est que l'emploi c'est à la jonction du social et de l'économique. Et donc, ça permet des convergences importantes. Bon, on mentionnait que les taux de pauvreté sont très élevés à Montréal. Une façon de sortir les gens de la pauvreté, c'est évidemment qu'ils aient accès à l'emploi. Ce n'est pas toujours possible, je sais qu'il y a toutes sortes de contraintes qui peuvent exister, mais il n'en demeure pas moins que d'avoir accès à l'emploi, c'est un moyen, peut-être pas toujours suffisant, mais de sortir de cette pauvreté.

1595 Si on parle de l'immigration récente, on parle à peu près du quart de la population de Montréal. Eh bien, la possibilité de travailler, bien, c'est un moyen très fort aussi d'intégration à la société d'accueil. Et je pense que les Suédois se sont réveillés la semaine dernière sûrement avec un gros mal de tête, parce qu'ils n'ont pas fait suffisamment d'efforts concernant l'emploi chez les jeunes immigrants, et on a vu ce qui s'est passé au cours des dernières semaines.

1600 Alors, encore une fois, il faut que l'emploi soit au cœur du développement, du Plan de développement de Montréal, et il faut reconnaître que l'économie montréalaise progresse, mais ne progresse pas suffisamment.

1605 Je diverge un peu d'opinion avec Marcel Côté. Moi, je pense que la grande région de Montréal demeure le moteur économique du Québec. Et si le Québec a des problèmes, c'est en grande partie parce que Montréal a des problèmes. Et c'est vrai aussi pour nos couronnes nord et nos couronnes sud.

1610 La diversité des activités économiques de Montréal est remarquable. Alors, vous savez que c'est la métropole, bien, en fait, la grande ville canadienne où il y a la plus grande diversité en termes de secteurs d'activités économiques, et je pense qu'on doit maintenir ça.

1615 Dans le Plan de développement de Montréal, on parle de trois pôles, et ces pôles-là doivent effectivement être renforcés. Même si on s'aperçoit – ça a été mentionné dans des documents de la Ville de Montréal - qu'il y a une certaine dispersion de l'emploi sur l'ensemble

du territoire montréalais, il n'en demeure pas moins qu'il y a trois pôles majeurs qui concentrent des industries qui sont assez semblables.

1620 Alors, par exemple, tout ce qui est la base industrielle traditionnelle se retrouve beaucoup dans l'est de Montréal, et c'est encore vrai. Si on parle, par exemple, de la métallurgie, de l'agroalimentaire. Ces industries-là actuellement souffrent beaucoup de la surévaluation du dollar canadien, alors ils ont besoin d'un appui particulier. Moi, j'espère que le nouveau gouverneur de la Banque du Canada va être plus sensible que l'ancien à la réalité des exportateurs québécois et canadiens puis c'est vrai aussi pour Montréal.

1625 On trouve au centre-ville des services spécialisés, beaucoup des services aux entreprises, des grandes institutions universitaires, des institutions culturelles aussi, mais ces institutions-là dépendent du dynamisme de l'économie de la grande région de Montréal et de l'économie nord-américaine. Alors, on ne pourra pas développer un secteur de services spécialisés si les autres secteurs sont en difficulté.

1630 Et le troisième pôle qui est plus à l'ouest, c'est la haute technologie; et ça a été mentionné, l'aéronautique, le biopharmaceutique, le multimédia, bon, l'aérospatial. Mais il faut reconnaître que, particulièrement l'aérospatial et le pharmaceutique, sont actuellement en situation très fragile, surtout le pharmaceutique. Et il y a, à mon sens, une réflexion à faire sur la politique qu'on doit développer pour ce secteur-là. Bon, pendant longtemps – je n'irai pas très loin là-dedans –, mais on a beaucoup tablé sur les produits originaux. Il semble que maintenant le générique est pratiquement aussi, sinon plus important, dans la grande région de Montréal qu'en Ontario.

1640 Bon, le gouvernement du Québec a posé des gestes, d'ailleurs, au dernier budget à Québec, mais il faut revoir une politique du pharmaceutique, même chose pour l'aéronautique. Il y a un gros problème au plan de la sous-traitance et puis des petites et moyennes entreprises dans ce secteur-là, qui n'ont pas accès à des crédits d'impôt pour la recherche et le développement, par exemple, parce que les programmes sont pensés pour les entreprises

1645

comme Bombardier. Mais tous les sous-traitants, eux, ont beaucoup de difficulté à pouvoir suivre le train, et ça risque à terme de nous causer de gros problèmes.

1650 Alors donc, je mentionnais que c'était une force, la diversité économique de Montréal. Et moi, à mon sens, il faut s'assurer que l'industrie de la fabrication demeure présente à Montréal. D'ailleurs, on s'est aperçu que cette industrie de la fabrication a un effet multiplicateur souvent beaucoup plus important que les industries de services.

1655 Et aux États-Unis, vous le savez, il y a un effort très, très important de réindustrialisation de l'économie américaine. Parce qu'on s'est aperçu, en particulier avec la grande récession, qu'il y avait une faiblesse de ce côté-là, qu'on laissait aller, mais là, il y a des efforts vraiment concertés pour réindustrialiser une partie de l'économie américaine. Il s'est créé un demi-million d'emplois depuis 2010 dans le secteur manufacturier aux États-Unis. Alors, ce n'est quand même pas rien.

1660 Si on regarde les grands constructeurs automobiles, GM, Ford, Chrysler, on aurait pu laisser tomber, le gouvernement américain, comme le gouvernement canadien, d'ailleurs, sont intervenus, et ils ont regagné les parts de marché qu'ils avaient perdues en Amérique du Nord. Donc, ça prend un effort réel pour s'assurer de développer ce secteur de la fabrication.

1665 Et, d'ailleurs, quand on regarde globalement dans la grande région métropolitaine, il y a à peu près le même nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication. Il y en a qui ont quitté évidemment le territoire montréalais pour aller vers la couronne nord ou la couronne sud, mais globalement c'est un secteur qui demeure très fort. De mémoire, il y a à peu près 150 000 emplois dans ce secteur de la fabrication sur le territoire montréalais, c'est 14 % de l'emploi. Donc, ce n'est pas négligeable, et il ne faut pas laisser tomber ça.

1670 Et encore une fois, souvent les statistiques nous présentent un portrait un peu faussé de la réalité. Alors, moi, je donnais cet exemple-là, c'est un vieil exemple, mais je trouve qu'il parle bien de ces déplacements d'emploi. C'était la carrière Francon qui est maintenant Lafarge, qui est d'ailleurs la seule carrière en milieu urbain, je pense, dans le monde développé, mais je

1680 pense qu'on vit bien avec. Il y avait 1 000 travailleurs au milieu des années 70, il en restait à peu
près 200 à la fin des années 90, mais cette carrière-là, c'est tout simplement que la stratégie de
l'entreprise a été de se départir de tous les services, comme le service de la paye, donc ces
emplois-là qui étaient liés au secteur manufacturier sont maintenant considérés comme des
1685 emplois dans le secteur des services aux entreprises. Les camionneurs qui étaient à l'embauche
de Francon sont devenus des camionneurs artisans, et ils sont toujours considérés maintenant...
ce sont toujours des emplois, mais considérés dans le secteur tertiaire, alors qu'ils étaient
considérés dans le secteur secondaire.

1690 Donc, les pertes d'emploi dans le secteur secondaire ou dans le secteur de la fabrication
ne sont peut-être pas aussi importantes que ce que les chiffres laissent entendre. Et donc,
encore une fois, si on veut maintenir ces emplois-là, il faut s'assurer que le secteur de la
fabrication soit présent.

1695 Je termine puis j'arrête avec ça. Il y a un problème aussi au plan de la concertation. Je
vous parlais, au milieu des années 80, qu'il y a eu, disons, un tournant à cet égard-là dans les
relations en particulier patronales-syndicales. Je me rappelle le rapport du CREM, du Comité de
relance de l'Est devait s'appeler « Une volonté politique ». Donc, on s'adressait aux
gouvernements supérieurs pour leur dire : « Venez à notre aide! » Et finalement, le titre a été
« Se prendre en main! »

1700 Et je pense que concernant la concertation à Montréal, mais pas simplement à Montréal,
avec les modifications que le gouvernement du Québec a faites par exemple aux conseils
régionaux de développement, les modifications de mandat pour ce qui est des centres locaux
d'emploi, on a dénaturé un peu ce dynamisme au plan de la concertation. C'est devenu
beaucoup trop institutionnalisé. Et quelqu'un mentionnait, dans le suivi du Plan de
développement de Montréal, il y a peut-être une occasion de réactualiser, revamper cet esprit de
1705 participation, de démocratie participative qui me semble essentielle pour être capable de
surmonter les problèmes qui sont ceux de Montréal comme métropole.

Alors, moi, c'était mon message, celui de l'emploi. Merci.

Mme LOUISE ROY :

1710

Merci beaucoup, Monsieur Paquette. Bon, alors, sans prétention de faire la synthèse de tout ce qui a été dit, je voudrais simplement relever quelques mots utilisés par chacun de nos panélistes et ensuite faire appel à vous, à vos questions, au dialogue qui pourrait s'établir avec eux.

1715

Monsieur Landry a parlé, numéro 1 : productivité. Et il faut être optimistes, mais pensons productivité.

1720

Gérard Beudet a dit : Il faut s'imposer à l'échelle métropolitaine. La vraie échelle métropolitaine. Accepter de sortir de l'île et regarder, développer une vision stratégique où Montréal reste le leader à l'échelle métropolitaine.

1725

Monsieur Boismenu, au fond nous a dit : La communauté universelle, elle devrait être au cœur de l'action à Montréal. On a une ville universitaire qui est très forte en recherche, et ce n'est pas le seul attribut de cette communauté-là. Il faudrait savoir la mettre au travail et aussi se coller à elle pour qu'elle devienne au cœur de l'action.

1730

Monsieur Bellavance a parlé d'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population. Montréal, au plan social, couvre des réalités que d'autres villes du Québec ne couvrent pas. Qu'on pense à l'immigration, à l'itinérance, qu'on pense à une plus grande responsabilité au niveau de la redistribution de la richesse. Et la question de la lutte à la pauvreté aussi, qui est très importante. Alors, établir des cibles, penser solidarité, penser amélioration des conditions de vie.

1735

Et monsieur Paquette nous parle, à la fois d'une ambition pour Montréal de reprendre un certain leadership au niveau du développement économique, du maintien de la diversité économique, bien sûr, et il fait entrer deux éléments qu'on n'a pas vraiment vus apparaître dans les discours, à mon avis, depuis ce matin : la question de l'importance du secteur manufacturier, monsieur Côté n'en a pas parlé, que je sache; ensuite, la question de, bon, toute la question de

1740 la sous-traitance, qui est quand même importante. Il y a beaucoup de petites entreprises là-
dedans et tout ça, et comment on fait, puis qui sont présentes à Montréal et dans la région de
Montréal, comment on fait en sorte pour entretenir, quitte à faire des représentations auprès de
niveaux de gouvernement supérieurs pour que cette sous-traitance-là soit dynamique, soit
vivante.

1745

Alors, est-ce que j'ai des gens qui veulent poser des questions? Je vous inviterais à venir
au micro. Monsieur Gill, allez-y. Vous voulez bien vous nommer quand même?

M. DANIEL GILL :

1750

Oui, bonjour! Daniel Gill, professeur à l'Institut d'urbanisme, comme Gérard. Bien, moi,
ce qui me surprend, c'est le manque de vision, le manque de perspective, le repli sur soi. Gérard
essaie d'avoir un regard un petit peu plus large de développer Montréal par rapport à sa
métropole, mais l'enjeu ce n'est pas Montréal par rapport à sa métropole, l'enjeu c'est la
1755 métropole par rapport au reste du monde entier. C'est la mondialisation. Personne n'a parlé de
mondialisation aujourd'hui.

1755

L'enjeu de Montréal, c'est comment on se situe par rapport au reste du monde, pas
comment on se situe par rapport au DIX30! Notre concurrent, ce n'est pas le DIX30, c'est le reste
1760 de la planète. Et là, j'ai vu très peu de regards là-dessus. On peut se penser très bons à bien des
égards, on peut penser que le Québec a évolué, mais quand on se compare à Toronto puis à
Boston, bien, on n'a pas suivi le rythme, mais pas du tout. On est encore, on est devenu ce qu'on
était en 1967, à l'époque du maire Drapeau, une des villes les plus prospères en Amérique du
Nord, une métropole internationale d'envergure. Les gens, même de New York, venaient
1765 magasiner à Montréal. Aujourd'hui, Montréal c'est la dernière ville en Amérique du Nord dans les
grandes métropoles. C'est ça, la réalité.

1765

On nous dit : « Arrivez avec des solutions », mais on n'est pas capable de cerner les
problèmes. Il faudrait vraiment cerner les problèmes.

1770

1775

Comment ça se fait, avec tout ce qu'on nous a dit, tout, avec la richesse, avec tout ce qu'on avait, comment ça se fait qu'on traîne à l'arrière? C'est ça qu'il faut se poser comme question. Comment ça se fait qu'on est arrière? Est-ce que c'est à cause de notre fiscalité? Est-ce que c'est à cause de notre barrière linguistique? Est-ce que c'est à cause de notre obligation d'envoyer les enfants d'immigrants dans les écoles francophones? Où sont les problèmes qui font que Montréal ne réussit pas à sortir?

1780

Moi, je pense qu'il y en a un problème et personne ne l'a soulevé : c'est la connectivité. La réussite des villes a toujours passé historiquement par sa capacité d'être en lien avec le reste du monde. Et Montréal a perdu ça.

1785

En 1967, souvenez-vous, après les matchs d'hockey, les joueurs partaient rapidement prendre le train pour s'en aller à Boston, à Chicago, à Détroit. On était en lien avec toutes les grandes villes du nord-est de l'Amérique du Nord par un système qui était, à l'époque, efficace, qui était le train. Un peu plus tard, on s'est retrouvé avec deux aéroports. Maintenant, on n'a plus de train efficace. Il nous reste un aéroport, certains disent provincial et non pas de qualité métropolitaine. Et aujourd'hui, on n'est plus capable de maintenir notre connectivité avec les villes extérieures du monde.

1790

On le sait que l'élite fonctionne rapidement, se déplace rapidement et déteste les transferts. C'est-à-dire qu'il y a beaucoup d'entreprises aujourd'hui qui ne viennent pas à Montréal parce que c'est plus simple d'aller à Toronto. Il n'y a pas un autre transfert pour s'en venir à Montréal. On voyage de partout dans le monde à peu près de Toronto et pas nécessairement de Montréal.

1795

1800

Donc, je vais essayer d'aller rapidement. C'est là-dessus qu'il faut travailler, la connectivité. Comment ça se fait qu'on ne parle pas, dans une métropole du 21^e siècle, alors que tout le monde se déplace de plus en plus, personne n'a fait rapport à l'aéroport de Montréal. Un petit peu la connectivité entre l'aéroport puis le centre-ville, mais on s'intéresse beaucoup avec le lien avec le DIX30 puis avec la banlieue puis à Montréal, puis habitent partout.

1805 Oui. Ça, c'est des questions d'aménagement. Mais les questions de développement, c'est de nous situer par rapport au monde entier, par rapport à la mondialisation. Puis à date, j'ai rien vu de ça. Tantôt, on va parler des outils, d'outils fiscaux, comment aller chercher de l'argent ailleurs dans l'État pour essayer de s'aider. Mais il n'y a personne qui parle vraiment de développement de la richesse, de connectivité avec le reste du monde, parce que c'est là la solution. Sinon on va se faire dépasser par tout le monde. On va avancer, mais les autres vont courir plus rapidement.

1810 **Mme LOUISE ROY :**

1815 Bon. Alors, j'imagine que je vais avoir des réactions. Vous avez quand même parlé d'identité mondiale ce matin. Je pense que vous n'étiez pas encore arrivé, Monsieur Gill. Alors donc, où sont les problèmes? Comment on peut cerner les problèmes et pourquoi on n'a pas parlé de l'aéroport de Montréal, des liens avec les métropoles? Monsieur Beaudet?

M. GÉRARD BEAUDET :

1820 Bien, je fais une référence avec la manière dont on nous a présenté le Plan hier. Si vous avez remarqué, essentiellement ce qu'on nous a dit, c'est qu'on avait des défis à relever. Personne n'a dit une seule fois le mot « il y a des problèmes à corriger ». Et ça, pour moi, c'est une manière de nier un certain nombre de choses incontournables. Et ce n'est pas par hasard que dans le Plan, il n'y aucun diagnostic, aucun.

1825 Quand on nous dit hier : « On va poursuivre sur la lancée des politiques pour garder les jeunes familles à Montréal. » On a des données qui nous disent : « Ça a été un échec des 10 dernières années cette histoire-là. » Hier, on nous dit : « On va poursuivre sur la lancée. »

1830 Hier, on nous dit : « Le Plan de transport est intégré dans le Plan de développement. » Il y a à peine 5 % des initiatives placées dans le Plan de transport qui ont été réalisées. Aucun bilan pour comprendre pourquoi on a fait si peu en 10 ans. « On va poursuivre sur la lancée. »

1835

Et donc, pour moi, là, il y a un sérieux... un os. C'est-à-dire cette incapacité ou cette absence de volonté d'identifier un certain nombre de problèmes sérieux et de se dire : bon, bien, maintenant, si on avait une stratégie, on va cibler ce qui est le plus sérieux. Et non pas être complètement étalés sur à peu près tous les champs d'intervention possible de la Ville.

1840

Et, effectivement, Daniel a raison, ce positionnement métropolitain, bien c'est pour ça que moi, je disais : il faut qu'on regarde la métropole dans son ensemble. Parce qu'il y a des acteurs en dehors de l'île qui participent de ce positionnement, qui sont des acteurs clés. Mais actuellement, ils ne font pas partie de la *game*. On les ignore complètement. Ça se passe sur une autre planète, parce que c'est l'autre bord de la rivière des Prairies.

1845

Il faut qu'on accepte, à un moment donné, de tabler sur des choses, quelques pivots fondamentaux, et le reste, ce qu'il faut faire, c'est s'assurer que tout le monde est redevable d'accrocher son wagon à la locomotive. De ne pas penser que tout le monde est une locomotive.

Mme LOUISE ROY :

1850

Monsieur Boismenu?

M. GÉRARD BOISMENU :

1855

Juste un mot. J'ai terminé un peu plus abruptement tout à l'heure, mais le dernier point que je voulais aborder c'était la question des réseaux. Réseaux, au sens non pas simplement technique, infrastructure, connectivité, mais réseaux aussi au sens des individus.

1860

Il est tout à fait évident que si on prend le point de vue qui était le mien, qui est du point de vue universitaire, qu'on ne peut pas imaginer penser l'université, penser les relations que nous avons autrement que sur un plan mondial. Et dans ce sens-là, je pense qu'il faut... certains disent « pensée globale », peu importe le slogan qu'on se donne, mais en fait, on ne peut plus se définir comme étant ici par rapport à d'autres. En fait, on est peut-être, nous, parmi les autres.

1865

Et en ce sens, il faut le poser comme étant quelque chose de... des relations qui soient à la fois fluides, l'interactivité qui soit immédiate avec le plus grand nombre d'acteurs. Et il n'y a pas de limite véritablement à ça.

1870

La question maintenant des infrastructures est tout à fait vitale, infrastructures locales, mais aussi infrastructures par rapport au reste du monde et par rapport aux grands secteurs ou vecteurs des transports et de la communication.

1875

Je pense que la question qui a été abordée est tout à fait centrale. Il faut effectivement se placer, et je pense que ce que je viens de souligner, c'est-à-dire qu'il faut poser à la région métropolitaine de Montréal comme étant, je dirais, un élément parmi un réseau ou parmi une toile beaucoup plus large. Il faut se définir par rapport à cette toile, et cette toile ne se limite pas aux frontières du Québec ou du Canada.

Mme LOUISE ROY :

1880

Monsieur Landry.

M. BERNARD LANDRY :

1885

Bon. Alors, la dernière intervention à ce micro est significative. Je le dis en tout respect. C'est bon de dire que ça va mal, parce qu'on va travailler plus fort pour que ça aille bien, tout ça. Mais à force de dire « ça va mal, ça va mal », quand ça va bien puis de ne pas voir les avantages, on s'autodéprime. Quand on me parle de Toronto, j'ai fait un débat il y a pas longtemps au Royal Ontario Museum. Il y a un historien de pas très haut niveau intellectuel qui est venu dire : « The separatists did ruin the Quebec's and Montreal's economy. » Il en a mangé une maudite, à tel point que c'est moi qui ai eu les applaudissements.

1890

C'est quoi Toronto? Comparé à Montréal sur le plan intellectuel, il y a plus d'étudiants universitaires et de chercheurs à Montréal qu'à Boston. Boston, capital intellectuel planétaire. Où est l'équivalent à Toronto? Toronto et l'Ontario c'est une *branch brand* économie : Ford, GM,

1895 Chrysler, Toyota et la complicité du gouvernement fédéral pour avoir la finance. Un instant, là! Réveillons-nous!

1900 Est-ce que Toronto a des sièges sociaux de décision planétaire ultime, comme les deux Bombardiers, aérospatiale et matériel de chemin de fer? Est-ce qu'ils ont une firme comme CGI qui domine l'informatique nord-américaine et mondiale? Puis je lui ai dit en plus à ce con-là : « Avez-vous Céline Dion puis le Cirque du Soleil? » Réveillons-nous, non de Dieu!

1905 Je ne veux pas dire qu'on est parfait, là, mais on est bien placé pour gagner, puis on gagne déjà largement. La culture ontarienne qu'est-ce que c'est? Ils sont branchés sur la télévision américaine toute la journée sauf pour « The Journal ». Ici, Radio-Canada, pour lequel je n'ai pas toujours une estime sans borne, mais fait du bon travail, Vidéotron fait du bon travail, Télé Québec... arrêtons de nous autodévaluer. Ça, on a un peu hérité ça des Français. Mais les Français quand ils parlent contre eux, ils ne se croient pas vraiment. Nous autres, quand on parle contre nous, on le croit, bordel!

1910 **Mme LOUISE ROY :**

Est-ce que j'ai des réactions? Quelqu'un d'autre? Monsieur Côté vous voulez réagir à ça? Bon, d'accord. Bon, d'accord. Monsieur Gill, oui?

1915 **M. DANIEL GILL :**

1920 Juste un petit droit de réplique, c'est parce que je me sens visé un petit peu personnellement, avec le genre de discours qu'on a tenu. Malgré tout ça, puis monsieur Côté pourrait le confirmer, Montréal est à peu près 30e ou 31e dans les grandes métropoles d'Amérique du Nord à plein indice économique. C'est ça, la réponse.

M. BERNARD LANDRY :

30e, pourquoi?

1925 **M. DANIEL GILL :**

Facteur économique.

1930 **M. BERNARD LANDRY :**

Tu n'as jamais lu Joseph Stiglitz? Je te le conseille. Prix Nobel d'Économie qui dit que le produit national brut, ce n'est pas la seule façon d'évaluer une ville ou une nation.

1935 **M. DANIEL GILL :**

Je ne dis pas que la ville de Montréal n'est pas une ville agréable à vivre.

M. BERNARD LANDRY :

1940 Puis ensuite, il faut que tu prennes pouvoirs d'achat comparés.

M. DANIEL GILL :

1945 Ce n'est pas ça que je dis. Montréal est une ville des plus agréables à vivre dans le monde, on le sait tous. Mais en termes de création de richesse, et c'est là, l'enjeu, c'est notre capacité de créer de la richesse, c'est là qu'on a de la misère. Vous l'avez dit, on doit être productifs, on doit être en mesure de créer de plus en plus de richesse parce qu'on est une population vieillissante.

1950 **M. BERNARD LANDRY :**

Ça, je ne suis pas contre.

1955 **M. DANIEL GILL :**

Et c'est ça, l'enjeu. C'est la création de la richesse. Actuellement, on n'est pas dans les leaders en termes de création de richesse. C'est tout.

1960 **M. BERNARD LANDRY :**

J'ai passé ma vie à ça, mais regardons nos réalités puis regardons nos victoires. Écoute, je vais te dire une chose qui va te choquer, tu vas être en maudit pour longtemps. Stiglitz a amené l'OCDE à faire un Index du mieux vivre et du bien vivre. Et puis c'est-tu quelle est la position Québec? Là, tu vas être en maudit après moi.

1965

M. DANIEL GILL :

Dans les meilleures?

1970

M. BERNARD LANDRY :

C'est la première du monde.

1975 **M. DANIEL GILL :**

Bien oui.

1980

M. BERNARD LANDRY :

Et puis Montréal, c'est la métropole du Québec. Réveillons-nous, non de Dieu!

1985

M. DANIEL GILL :

Oui, mais la question est de savoir combien de temps on va pouvoir supporter ça, c'est ça l'enjeu.

1990

M. BERNARD LANDRY :

Pardon?

1995

M. DANIEL GILL :

Combien de temps on va pouvoir supporter ça, c'est ça l'enjeu, avec le vieillissement de la population.

2000

M. BERNARD LANDRY :

Oui, ça, on l'a dit. Mais le vieillissement, le Japon est pire et puis il y en a d'autres qui sont pires. Mais avec la productivité qui est basée justement sur nos vertus : recherche, développement, université, on va battre le vieillissement. On va être plus vieux, on va être assis dans nos maisons de pension et puis nos jeunes vont gagner quatre, cinq fois plus cher que nous autres. Ils vont payer pour notre hébergement puis ils vont être plus heureux que nous.

2005

Mme LOUISE ROY :

Bon! Alors, voilà. Monsieur là-bas, oui. Vous nous rappelez votre nom?

2010

M. ROBERT HAJALY :

Robert Hajaly.

2015 **Mme LOUISE ROY :**

Oui, allez-y, fort.

2020 **M. ROBERT HAJALY :**

I have two brief questions: one is for monsieur Beaudet. What I understood from your presentation is you think that the different elements of the Metropolitan region should be better tight together, including by rapid transport. My question is this: how do you do that without encouraging urban sprawl with a negative effect to the city centre?

2025

M. GÉRARD BEAUDET :

Je vais répondre en français, sinon je ne me comprendrai pas moi-même.

2030 **M. ROBERT HAJALY :**

Yes, go ahead.

2035 **M. GÉRARD BEAUDET :**

En fait, je n'ai absolument pas évoqué la question du transport à l'échelle métropolitaine telle que je l'ai présentée. Tout ce que je dis, c'est que la réalité métropolitaine telle qu'elle est aujourd'hui, telle qu'elle est le résultat à la fois des politiques, à la fois du laisser-aller, voilà son portrait. Et il faut en tenir compte.

2040

On peut prendre des décisions de poursuivre sur la lancée, on peut prendre des décisions d'essayer d'avoir une métropole qui va se reconcentrer un peu. Il y a toutes sortes de stratégies possibles. À l'époque de Montréal horizon 2000, on avait souhaité plutôt que l'éparpillement, de consolider les villes satellites manufacturières Saint-Jérôme, Saint-Jean, ce qui n'a pas été fait, on pourrait revenir sur ce principe-là.

2045

Donc, je ne dis pas : il faut équiper ce territoire-là en transport de manière à tout intégrer, parce qu'effectivement, actuellement, ça n'aura pour conséquence que de poursuivre une forme d'étalement qu'on n'a pas réussi à prendre en charge.

2050 Ce que je dis, c'est qu'au moins reconnaissons cette spatialité métropolitaine pour être capable de prendre des décisions qui sont à l'échelle de l'objet qui nous préoccupe. Alors qu'actuellement, on le regarde très partiellement.

Mme LOUISE ROY :

2055 Vous aviez une deuxième question?

M. ROBERT HAJALY :

2060 O.K. Second question is for monsieur Boismenu. You talked about all the research and teaching that is going on in Montreal; my simple question is this: do you think that this research and teaching can be better leveraged and we can take more advantage of it to promote economic growth in Montreal? Is there a method or are there ways to do this?

2065 **M. GÉRARD BOISMENU :**

I'm not sure I understand very well your question.

M. ROBERT HAJALY :

2070 Sorry?

M. GÉRARD BOISMENU :

2075 I'm not sure I understand very well your question.

Mme LOUISE ROY :

Jusqu'à quel point il est possible d'utiliser la recherche...

2080

M. GÉRARD BOISMENU :

No, I know that, but there is no link, direct link between research and economic development.

2085

As simple as we think, recently we planned Pavillon des Sciences in the site Outremont and someone, a journalist asked us: "Do you think that Pavillon des Sciences will help for the "éclairage" in the quartier Rosemont?" We said: "No, it's not the kind of research we do." And it's the same thing for the example I took for Waterloo. If we ask the question: "Do we think that Waterloo, the research in pure mathematic can help directly Waterloo?" It's not a direct link between research and the effect on the economic development.

2090

What I said is something like: we have research, we have applied research and in the case of applied research, we have a link, direct link. When we have a chair, Ubisoft Chair in Computer Science, we effectively contribute to the development for Ubisoft but also more widely to, what I can say, to the conception and the development for "jeux video", you know? And also in artificial mind. So it depends the type of research we do. And so it's very eclectic and that's why the question is a little bit weird; if we want to establish direct link.

2095

My purpose this morning was to emphasize the fact that it's not as clear as we want, as we expect and as we wish.

2100

Only one thing for the conclusion: I insist more on the kind of people we have around University. What we can say the "grappe socioprofessionnelle", we have a large version of specialists with expertise and they want and they have a way of life in relation with their characteristics. So and I think there is an economic motor there and we can capitalize on that.

2105

2110 And I'll just add one thing also: we have to consider that the mind, the set mind or mind setting of a researcher is not as far, I would think, as an artist. We have "inventivity", we try... the researcher goes in the new ways, et cetera, et cetera. So in this sense, we have the characteristics of people who want a kind of way of life, an environment, a quartier and a type of conception. And also, there is an input for the quality and the image of the metropole in general.

M. ROBERT HAJALY :

2115 Now, just to explain, just, if I might, a little bit what the point of my question was. I understand your point, that there are different kinds of research and not all of them are obviously linked to the economy. But for those kinds of research, whether in science or technology or biology or whatever that do have some application, possible application, there might be ways of putting those people more in contact with people who might actually need their knowledge in the
2120 economy. We're talking about developing the new economy.

M. GÉRARD BOISMENU :

2125 Yeah.

M. ROBERT HAJALY:

2130 So we do have examples, outstanding examples of that elsewhere. I mean, for example, the relation between Research In Motion and the University of Waterloo or between Silicon Valley and Stanford and Berkeley are two... you know, and it might be that we can do more to bring together people who are doing research, on one hand, and people who are entrepreneurs seeking new technologies on the other. That's all... that was the point of my question and I was just wondering if you had thought about it.

2135 **Mme LOUISE ROY :**

Est-ce que vous voulez ajouter quelque chose, Monsieur Boismenu?

M. GÉRARD BOISMENU :

2140 I just want to say that I understand what you say now. But we don't exclude other types of
expertise. For example, I just noticed that there are anthropologists who work in the technical
enterprise, you know? So we don't... I think it's not the good thing to emphasize only on – it's
important. I think it's important, the economy, but I just plea for the fact that other types of
2145 expertise, people has an input, a major input, and we don't see that if we just look about the
increase of a “grappe industrielle” precisely. That's my purpose.

M. ROBERT HAJALY:

2150 Thank you.

Mme LOUISE ROY :

Monsieur Rayside.

2155 **M. RON RAYSIDE :**

Bonjour, Monsieur Landry, j'ai beaucoup aimé votre expression surtout « déprimé », que
je vais retenir ça. Je n'avais pas entendu ça avant.

2160 Mais ma question n'est pas ça. C'est peut-être, et c'est une question qui peut à la fois
s'adresser à ceux qui ont une histoire politique, mais aussi à Gérard Beaudet. C'est toute
l'attitude du gouvernement du Québec, et pas le gouvernement actuel, depuis 50 ans, par
rapport à Montréal, et je réfère spécifiquement à l'île de Montréal et non pas la grande région. Et
votre présentation, Monsieur Beaudet, c'était quand même fascinant.

2165 Mais l'attitude de Québec – moi, je suis très impliqué dans le réseau de santé. L'île de
Montréal, sur l'ensemble des coupures de 200 millions pour tout le Québec, Montréal assume la
moitié. Pourquoi? Parce que Québec considère que Montréal est gâtée, plaignard, trop de

2170 ressources et gère mal. Ça fait qu'on assume la moitié du poids des coupures pour l'ensemble du Québec. Ça, c'est l'île de Montréal.

2175 L'attitude du gouvernement du Québec depuis très longtemps, à mon avis – et je ne sais pas comment le soulever – c'est que quand on avait parlé des problèmes de diagnostic, ça veut dire que sûrement, il y a un état de situation à Montréal qui est peut-être dû à notre propre faute puis on a peut-être les choses à faire mieux, mais l'attitude de Québec vers sa métropole est épouvantable. Quoi faire avec ça?

2180 Vous savez que c'est sûr qu'on peut bien... et d'ailleurs, je me plains, je fais ce que le gouvernement du Québec n'aime pas. Mais de dire une manière de mobiliser : quand la Gaspé est attaquée, toute la société civile, les élus se ramassent à Québec et probablement ils amènent leurs animaux de compagnie. Ça fait que tout le monde est là. Essayer de créer une notion de solidarité de l'île de Montréal par rapport à Québec, c'est plus que difficile. C'est presque impossible.

2185 En tout cas, c'est une forme de question pareille, ce n'est pas désespéré. Ça n'empêche pas de travailler demain matin, on travaille beaucoup dans les quartiers, d'ailleurs. Je ne m'autodéprime pas, mais comme on dit, le défi est grand pour créer ce genre de ton là et d'assumer notre rôle et de changer une attitude fondamentale.

2190 **Mme LOUISE ROY :**

La côte à remonter. Monsieur Paquette. Après ça, peut-être, Monsieur Landry... vous êtes interpellé, oui.

2195 **M. PIERRE PAQUETTE :**

Bien, peut-être Bernard, peut-être pour commencer sur l'aspect Québec.

2200 **M. BERNARD LANDRY :**

Oui. D'abord, je vais dire une chose qui vous ne surprendra pas et vous ne scandalisera pas non plus, et qui est historiquement tout à fait fondé. Le principal ennemi de la ville de Montréal dans ses politiques, depuis 75 ans, c'est le gouvernement du Canada. Vous avez parlé de l'aéroport, là? Une cochonnerie.

2205
2210 Quand je prends l'avion dans l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau qui a miné l'industrie aéroportuaire au Québec par sa connerie de deux aéroports en même temps, il n'a même pas eu le courage de faire un train du centre-ville jusqu'à l'aéroport. Qu'est-ce que c'est ça, cette affaire-là?

2215 Le hub, si le Canada était un vrai Canada, c'est quoi le hub de l'Atlantique? C'est-tu Toronto ou si c'est Montréal, géographiquement? Quand tu arrives de Paris, tu ne t'en vas pas à Toronto, tu t'en viens à Montréal. Or, ils ont fait le hub à Toronto. Et Pearson prospère et son successeur Pierre-Elliott-Trudeau décline. J'espère qu'il va décliner encore plus, d'ailleurs, parce que dans le quart d'heure de l'indépendance, on va changer le nom. Ça, c'est sûr.

M. RON RAYSIDE :

2220 Retourner à Mirabel.

M. BERNARD LANDRY :

2225 Deuxième saloperie. L'Est de Montréal a été ruiné par la ligne Borden. Vous savez ça?

M. RON RAYSIDE :

2230 Non.

M. BERNARD LANDRY :

2235 Bien, je vais vous l'expliquer. C'est le seul pays occidental qui a créé une frontière
douanière à l'intérieur pour empêcher le pétrole de l'est de Montréal de se rendre à Toronto.
Vous ne saviez pas ça?

M. RON RAYSIDE :

2240 Non, non, je ne savais pas ça.

M. BERNARD LANDRY :

Ah, maudit! L'enseignement de l'histoire est négligé.

2245 **M. RON RAYSIDE :**

Bien, j'étais pro-est avec Pierre Paquette et j'ai pas vu.

M. BERNARD LANDRY :

2250 Montréal ne s'est jamais relevée de ça. Une autre : canalisation du Saint-Laurent, peut-
être très bon pour les Grands Lacs puis tout ça, mais nous autres on avait une position
fabuleuse, on était sur l'Atlantique, un grand port transatlantique. Ils ont canalisé puis les bateaux
ont continué vers les Grands Lacs. Est-ce qu'ils nous ont compensés? Ils ne nous ont jamais
2255 compensés.

Ça fait que ne je ne suis pas en train d'essayer de vous faire un discours
indépendantiste, c'est ça que je fais.

2260

M. RON RAYSIDE :

Mais la dernière, je le savais par exemple.

2265 **M. BERNARD LANDRY :**

2270 Bon, et vous avez dit, l'attitude du gouvernement du Québec vers Montréal; bien, dans la reconstruction économique, haute technologie, sciences, pharmacologie, biotechnologie, on a mis des efforts fabuleux ici puis on a révolutionné l'économie de Montréal. Êtes-vous d'accord avec ça? Non?

M. RON RAYSIDE :

2275 Oui, je suis d'accord avec ça, mais il y a une autre partie qui n'était pas faite.

M. BERNARD LANDRY :

2280 Bon. Tellement que mes amis de Québec disaient : « Eh! Tu fais tout pour Montréal. » Ça fait que là, on a fait des gros efforts pour Québec, et puis l'Institut de photonique et d'optique, et puis on a fait des efforts pour Gatineau, pour Sherbrooke, on a réparti. Alors, attention, là. Le gouvernement du Québec, en termes économiques, il a fait sa job pour Montréal.

Mme LOUISE ROY :

2285 Oui. Bien là, vous allez continuer dans la même veine, Monsieur Paquette.

M. PIERRE PAQUETTE :

2290 Oui, dans la même veine, mais je veux dire, je n'ai pas voulu, dans ma présentation, parler de ce fait que, Ottawa, le fédéral, nuit au Québec et puis particulièrement à la région de

Montréal. Par exemple, dans le vêtement, récemment, en 2004, ils ont abandonné les quotas à l'importation. Ce qui était tout à fait permis dans le cas de l'OMC. On a perdu 30 000 emplois depuis 2004 dans le vêtement. Il n'en reste plus que 28 000 à peu près. On avait 60 000 avant ça. Alors, pour Ottawa c'était...

2295

Par exemple, Vancouver est considérée comme la porte d'entrée du Pacifique. Bien nous, vous pouvez être sûrs, que soit Montréal et Halifax qui vont être considérés. Ils vont disperser les investissements.

2300

Quand il s'agit de l'automobile, c'est le sud des États-Unis, le sud de l'Ontario et ça a des retombées sur le Québec, il faut le reconnaître. Mais quand c'est l'aéronautique, on saupoudre ça à travers tout le Canada. Alors que Montréal, et monsieur Landry le mentionnait, est considérée au plan international comme un...

2305

Alors, on peut regarder toutes les décisions qui se prennent à Ottawa depuis au moins que je suis ça, il n'y en a pas une qui a été favorable à la ville de Montréal et puis à la grande région métropolitaine. Donc ça, malheureusement, il faut le dire. Et je pense que la Ville de Montréal, les élus de la ville de Montréal devraient aussi être davantage tournés vers Ottawa qu'ils le sont avec Québec, ce qui est tout à fait légitime vis-à-vis Québec aussi, mais Ottawa actuellement, ça n'a vraiment pas d'allure, encore une fois, toutes les politiques qui ont été prises depuis quelques années.

2310

Et là, on a une belle occasion avec le libre échange Canada-Europe, de faire de Montréal la plaque tournante en Amérique du Nord de cette relation avec l'Europe. Et là, je suis convaincu... bien, d'abord, il faut que Montréal veuille le faire, il faut que Québec veuille le faire, mais je suis convaincu qu'on va avoir des bâtons dans les roues de la part des politiques du fédéral concernant ça.

2315

Alors, je ne voulais pas en parler dans ma présentation, parce que j'essaie de dépasser ça...

2320

Mme LOUISE ROY :

Mais là, vous n'avez pas pu faire autrement.

2325

M. PIERRE PAQUETTE :

Mais il faut quand même reconnaître que ça fait partie du portrait.

2330

Mme LOUISE ROY :

Mais parlons quand même aussi du gouvernement du Québec. Ça reste un outil important. Oui, Monsieur Beaudet?

2335

M. GÉRARD BEAUDET :

Je suis d'accord sur cette idée que, Ottawa en particulier, a largué Montréal comme métropole. C'est très clair. On a pris des décisions qui ont été très coûteuses pour Montréal. Mais il faut quand même voir que si on exclut le champ de l'intervention économique, du point de vue de la gouvernance métropolitaine, il y a une situation qui est extrêmement pénible et qui est entretenue depuis toujours par Québec.

2340

Moi, je donne souvent l'exemple des régions administratives. Plus la région métropolitaine croissait, plus on la fragmentait pour donner du poids politique aux régions en dehors de l'île de Montréal. Si ce n'était pas une façon d'atténuer le poids politique de Montréal, je ne sais pas ce que c'est. Et ça se comprend, parce que nous sommes dans une situation où la région métropolitaine de Montréal, au sens large du terme, représente plus de la moitié du Québec et représente 60 % du produit intérieur brut du Québec.

2345

Et quand on sait que, si on va en Angleterre, par exemple, on trouve que Londres c'est déjà trop gros pour la Grande-Bretagne, Paris c'est trop gros pour la France, on est dans un rapport à peu près de 10 %, 12 %. Ici, c'est plus de la moitié.

2350

2355 Donc, il y a un problème qui se traduit politiquement par toutes sortes de gestes ou toutes sortes d'abstentions dans toutes sortes de domaines, mais on ne me fera pas accroire que la gouvernance métropolitaine, vue de Québec, on considère que c'est normal, que c'est minimalement intelligent.

2360 Je vais aller sur un autre terrain. On ne me fera pas accroire que d'avoir fermé les yeux sur le dossier de ville de Laval pendant 40 ans, à partir de Québec, ça ne servait pas les intérêts de quelqu'un à un moment donné, au plan de la gouvernance métropolitaine. Il y a des choses qui ne tournent pas rond. Et, oui, l'économie peut être prospère, parce qu'il y a des gestes qui sont posés, mais la capacité collective à approprier cette richesse-là pour faire des choses qui sont de la nature d'une métropole s'est fortement handicapée par la structure de gouvernance.

2365 **Mme LOUISE ROY :**

Monsieur Landry, vous n'avez pas le droit de sauter trop haut, là. Je vous sens bouillir.

2370 **M. BERNARD LANDRY :**

Bien, j'ai parlé des infamies du gouvernement fédéral et je vais maintenant parler d'une infamie du gouvernement du Québec, qui était une réponse à un geste extraordinairement courageux du gouvernement du Québec : c'est la défusion signée Jean Charest. Ça n'a pas de bon sens. S'il y a un événement historique malheureux pour Montréal, c'est celui-là.

2375 Lucien Bouchard, Louise Arel ont eu le courage de faire ce que tous les maires de Montréal, depuis Jean Drapeau, disaient qu'il fallait faire et que toutes les villes occidentales ont fait : ils ont fusionné. Pour Lucien, c'était courageux en maudit, parce que les gens de Jonquière puis de Chicoutimi voulaient le tuer, parce qu'ils disent : « Après ça, tu vas fusionner Chicoutimi puis Jonquière. » Vous l'arrangerez comme vous voudrez. Ce qui est arrivé, c'est que Chicoutimi et Jonquière – amen – sont encore fusionnées et leur maire dit sa prière.

2385 Gatineau est restée fusionnée, Sherbrooke, toutes les grandes villes, puis Montréal a été défusionnée parce que Jean Charest a prétendu que c'était la démocratie. Depuis quand c'est la démocratie qu'un citoyen puisse fixer les frontières de sa ville? Et en plus, ils l'ont fait sur des bases ethnolinguistiques. Pouvez-vous trouver quelque chose de plus dégueulasse? Mes amis juifs de Côte-Saint-Luc, progressistes, sont scandalisés qu'il se soit replié sur une municipalité juive. Si vous voulez chercher une infamie du côté Québec? C'est celle-là.

2390 **Mme LOUISE ROY :**

2395 Bon. Alors, Monsieur, vous avez plusieurs réponses. Mais il reste, je pense, dans l'intervention de Ron Rayside quelque chose d'important. On sent qu'il y a une volonté de se mobiliser. Maintenant, on sent que la côte à remonter est énorme face au gouvernement du Québec. Alors, j'aimerais juste ça que vous gardiez ça en tête. Et j'imagine que Marie-Claire Dumas va en rajouter.

M. GÉRARD BEAUDET :

2400 Juste rapidement, rajouter une petite information. C'est un problème aussi de... c'est-à-dire c'est le vivre ensemble à l'échelle du Québec qui fait problème à travers ce rapport entre la métropole et le reste du Québec. Je vous rappelle, quand on a lancé les dossiers des deux mégahôpitaux, des gens d'un peu partout à Québec disaient : « Regardez ça encore à Montréal, vous êtes encore en train de vous gâter à même les subventions du gouvernement du Québec pour votre hôpital. » Et là, j'ai dit : « Écoutez, ces deux hôpitaux-là se sont les vaisseaux amiraux du système hospitalier du Québec. C'est votre hôpital autant que le mien, puis si ça dérape, j'aimerais que ça vous préoccupe autant que moi, ça me préoccupe. » Pas parce que c'est à Montréal, parce que ça nous appartient. Évidemment, il faut que ça soit à Montréal, ça va de soi.

2410 Mais il y a cette espèce de difficulté de se reconnaître dans la métropole. Et ce qui me préoccupe, moi, beaucoup, parce que je connais beaucoup de gens dans la troisième, quatrième, cinquième couronne de Montréal, qui sont de moins en moins Montréalais et, évidemment, plus du tout « montréalistes ». Et donc, ça, ça m'inquiète, cette espèce de prise de

2415 distance par rapport à Montréal qui est en train de s'installer, même dans les périphéries de Montréal.

Mme LOUISE ROY :

2420 Madame Dumas, vous voulez vous identifier?

Mme MARIE-CLAIRE DUMAS :

2425 Marie-Claude Dumas, directrice générale de la Conférence régionale des élus de Montréal. Je voulais aussi remercier monsieur Landry du cri du cœur. Tout n'est pas déprimant à Montréal et il faut vraiment arrêter de répéter ce discours de morosité.

2430 J'aimerais remercier aussi Ron de l'intervention et qui annonce celle de ma collègue Danielle Ripeau cet après-midi sur la juste part – je ne venais pas là-dessus, mais là, le sujet est arrivé – sur la juste part de Montréal dans les budgets du Québec. Ce qui n'empêche pas tout ce que vous avez dit sur le gouvernement fédéral. Mais on a 60 organisations de la société civile qui se sont pointées dans une dure journée de janvier où il neigeait dehors pour dire : « Ça n'a plus de bon sens le traitement qui est fait, vu de Québec, à nos organisations de Montréal. »

2435 Donc, il y a un problème qui est vécu et qui est vraiment très, très aigu dans plusieurs groupes de la société civile, tout au moins à Montréal.

2440 Je mets ça de côté, parce que mon intervention, elle était plutôt un peu en réaction à monsieur Paquette sur la question de la concertation à Montréal. Bien sûr, ma job dans la vie c'est la concertation. C'est le mandat qui m'est donné par le gouvernement du Québec. Ça fait que moi, je trouve que ça va plutôt bien, mais ce n'est pas juste parce que j'ai l'impression que ça va bien chez nous, mais quand même, à la CRÉ de Montréal, il y a 730 partenaires autour de la table.

2445 Il y a des concertations comme : Montréal ville apprenante de savoir et d'innovation. Toutes les universités, tous les cégeps, toutes les commissions scolaires sont là. Le CESIM, le Comité d'économie sociale de l'île de Montréal a fêté 15 ans de promotion de l'économie sociale comme un grand vecteur économique. On participe à Réseau réussite Montréal, tout le monde, autour de la persévérance scolaire.

2450 Il y a beaucoup de monde qui exercent beaucoup de concertation et qui ont des résultats satisfaisants et heureux. Donc, il ne faut pas juste dire : c'est à refaire. Ce n'est pas à refaire. Il y en a qui existent, il faut construire sur l'existant, et qui ont des résultats satisfaisants.

2455 Et j'ai toujours un peu d'inquiétude quand j'entends « Le leadership », parce que c'est le thème de ce matin. Il y a des leaderships. Il y a « des leaderships », pluriel. Il y a des gens qui font beaucoup de choses sur le terrain. Moi, les gens me disent : « Comment tu fais pour vivre à Montréal, ça va tellement mal? » Bien, moi, mon quotidien, ça va bien. Ça va bien. Il y a bien du monde qui font bien des affaires intéressantes, et je ne parle même pas de ma gang à moi. Donc, il faut aussi avoir ce discours-là.

2460 Et là, un petit message du publicitaire à l'Office et à Louise : j'ai beaucoup apprécié le panel de ce matin. J'aurais apprécié un panel beaucoup plus diversifié dans la pluralité. Il y a des jeunes innovateurs, il y a des gens des communautés culturelles qui ont un dynamisme absolument incroyable, et je pense qu'on aurait aussi entendu cette vie-là. Cette vie-là.

2465 Et on ne peut pas – je finis avec ça – on ne peut pas penser un leadership. Une forêt, ce n'est pas rien qu'un arbre; une forêt c'est beaucoup d'arbres, c'est beaucoup de plantes. La diversité, ce n'est pas juste dans la biodiversité qu'il faut qu'elle existe, c'est dans la vie courante, et elle existe à Montréal. Elle est très, très vivante et il faut prendre racine là-dedans. Je pense que notre ville, moi, elle est en bonne posture avec beaucoup de force vive à l'action.

2470 Il ne faut pas essayer de ramener dans un seul chapeau, un seul parapluie. On cherche un sauveur, on rêve tous à Drapeau – bien, pas tous, mais en tout cas – cette image.

2475 **M. GÉRARD BEAUDET :**

Vous ne vous rappelez pas de corridors?

2480 **Mme MARIE-CLAIRE DUMAS :**

Non, non. Mais il ne faut pas rêver à l'extrême ou au soviet suprême, tu sais, avec un seul leader.

2485 **Mme LOUISE ROY :**

Mais les jeunes et la gens de la diversité, vous savez qu'il y a quatre jours de séances, donc il en reste encore trois.

2490 **Mme MARIE-CLAIRE DUMAS :**

Oui, oui, bien sûr. Bien sûr.

Mme LOUISE ROY :

2495 Mais les gens de ce matin avaient, je pense, avec monsieur Côté, le mandat de mettre la table et on a fait un bon tour d'horizon. Monsieur Paquette.

M. PIERRE PAQUETTE :

2500 Très brièvement, et ce n'est pas un problème de structure, moi, c'est comment alimenter cette concertation-là. Je regarde, par exemple, au plan des organismes syndicaux de la région de Montréal, le Conseil central ou le Conseil du travail de Montréal de la FTQ, je ne les entends pas souvent, moi, sur les affaires qui touchent Montréal directement. Alors que du temps de Gérald Larose, du temps que j'étais là, on se prononçait sur à peu près toutes les questions qui

2505 touchaient Montréal. On dirait que de ce côté-là c'est... et peut-être qu'il siège, même, je ne sais pas si....

Mme MARIE-CLAIRE DUMAS :

2510 Premier vice-président de la CRÉ.

M. GÉRARD BOISMENU :

2515 Il fallait lire Le Devoir hier matin, il y avait une lettre.

M. PIERRE PAQUETTE :

Ah, O.K. Bien, ils siègent peut-être, mais je ne les vois pas souvent, en tout cas, dans les nouvelles, intervenir publiquement sur des enjeux montréalais.

2520

Mme MARIE-CLAIRE DUMAS :

Le deuxième vice-président de la CRE est le président de la CSN.

2525

Mme LOUISE ROY :

Alors, Monsieur Beaudet et monsieur Bellavance.

M. GÉRARD BEAUDET :

2530

Juste rapidement. En tout cas, en ce qui me concerne, je ne cherche pas le leader, je cherche à ce qu'il y ait du leadership à chaque niveau pour que tous les leaderships puissent s'exprimer le plus efficacement possible. Et manifestement, dans les niveaux supérieurs, actuellement, on manque de leadership, on manque de vision.

2535 Ça n'interdit pas aux gens de s'activer, ça n'interdit à des choses extraordinaires de se produire, mais il vient à un moment donné où il y a une espèce de plafond qui se crée où le pas supplémentaire, on n'arrive pas à le faire, parce que là, il manque de vision; là, il manque de leadership.

2540 Et donc, je pense qu'on a de très nombreux exemples au Québec de cette capacité de mobilisation qu'on a dans tous les domaines, mais manifestement, il faut quand même reconnaître le fait qu'au niveau supérieur, il y a quelques ratées, disons, depuis quelques années.

2545 **Mme LOUISE ROY :**

Monsieur Bellavance.

M. YVES BELLAVANCE :

2550

Effectivement, c'est le vrai défi. Il y a plein de choses qui se passent dans les quartiers, il y a plein de choses qui se passent à Montréal. Je faisais référence à une lettre qu'il y a eu hier, il y avait deux syndicats qui ont signé la lettre. Nous, on l'a signée, des gens en environnement, en culture, et qui prenaient la parole sur ce qu'on veut pour Montréal.

2555

Alors, ça fait déjà un bout de temps que nous on commence à se parler. C'est sûr qu'on n'est pas rendu en haut, mais moi, je sens qu'il y a quand même une nouvelle génération d'élus, des élus qui sont prêts, justement, à discuter avec la société civile à Montréal pour voir comment on peut arriver puis être ensemble à se mobiliser, et puis après ça, s'adresser aux autres niveaux de gouvernement. Ce n'est pas facile. Mais moi, là-dessus, je suis optimiste. Moi, je suis optimiste là-dessus.

2560

Mme LOUISE ROY :

2565

Bon. Alors, on vient d'en trouver un deuxième.

Mme MARIE-CLAIRE DUMAS :

Je voudrais juste terminer, Louise, en disant : ce n'est pas parce qu'il y en a beaucoup qu'il y en a trop.

2570

Mme LOUISE ROY :

D'accord. Monsieur Brisset, rapidement.

2575

M. PIERRE BRISSET :

Oui, rapidement, parce que je suis le dernier, évidemment, puis tout le monde a faim, et cetera. Bon, écoutez, ma question s'adresse aux deux premiers panélistes, monsieur Beudet et monsieur...

2580

Écoutez, la question de... je suis à ma retraite, O.K.? Puis mon projet de retraite, ce n'est pas d'aller dans un chalet. Mon projet de retraite c'est de partager mes connaissances avec les universités, les universitaires. Partager le fait que j'ai été impliqué dans plusieurs dossiers, incluant la consultation populaire en 71 pour l'autoroute Transcanadienne, je dis bien Transcanadienne à travers l'île de Montréal, en 71, qui a été aussi menée par mon collègue Joseph Baker qui est assis ici.

2585

Et tout ça pour dire qu'aujourd'hui, on semble... parce que dans cette consultation populaire, 71, c'est le prédécesseur du BAPE et le prédécesseur de l'OCPM. Toute cette notion de consultation publique, si vous lisez bien le rapport, la plupart des choses que vous avez discutées ici, s'y retrouve.

2590

Alors, aujourd'hui, 42 ans plus tard, le gouvernement en place endosse le projet de la reconstruction de l'autoroute, le fantôme, parce que ça ne s'appelle plus Transcanadienne, ça s'appelle Ville-Marie maintenant, endosse la reconstruction du fantôme de la Transcanadienne à travers le centre-ville de Montréal.

2595

Et l'autre petit point rapide que je voulais faire.

Mme LOUISE ROY :

2600

Vous êtes venu sur cette question-là tout à l'heure, Monsieur Brisset. Voulez-vous arriver à votre question.

M. PIERRE BRISSET :

2605

Oui, c'est ça. Alors, la question, quand je parle à ma retraite, j'ai besoin aussi d'aide de la Ville de Montréal, des installations. Avec mon collègue, on a monté un programme équivalent à ce que vous appelez « YouSayCity », O.K.? J'ai vu le programme. On a fait exactement la même chose dans Griffintown, mais on est allé plus loin, faire des maquettes interactives et tout le kit. Mais pour avoir de l'information de la Ville de Montréal, c'est quasiment impossible. On ne nous donne pas accès aux versions Autocad de leurs plans d'occupation du territoire. On ne veut pas nous donner d'information. Même des plans de cadastres c'est des gros secrets. Je trouve que pour les aînés comme moi...

2610

Mme LOUISE ROY :

2615

L'accès à l'information à Montréal.

M. PIERRE BRISSET :

2620

On devrait avoir plus l'accès à l'information à Montréal. Et puis surtout si on veut partager l'information que j'ai, comme je l'ai fait avec une douzaine de projets universitaires, j'aimerais un peu d'aide au niveau de la façon d'obtenir l'information de la Ville de Montréal.

2625

Mme LOUISE ROY :

2630 Bon, Monsieur Côté est rendu loin. Venez donc, Monsieur Côté, que je vous remercie avant que vous partiez, quand même. Merci beaucoup de votre collaboration, et je vous demanderais une bonne main d'applaudissements pour monsieur Côté. Merci infiniment. Merci, vous devez partir.

2635 Alors, écoutez « YouSayCity », vous savez, c'est l'Office, ce n'est pas la ville. Alors, je tiens à vous le dire. Peut-être, Monsieur Ducas, est-ce que vous auriez une information ou deux à donner sur l'accès à l'information, de ce genre d'information là à la Ville de Montréal, puis ensuite on va s'arrêter.

2640 Alors, Sylvain Ducas qui est directeur du... mon Dieu, je n'ai pas vos titres.

M. SYLVAIN DUCAS :

2645 De l'urbanisme et du développement économique. Je vais répondre rapidement. Il y a une démarche – Monsieur Brisset, je vais vous parler après. Parce qu'à ce que je sache, il y a des choses qui sont disponibles. Donc, on va aller voir exactement ce dont vous avez besoin, parce qu'il y a un partage des données numériques. Il y a une entente à laquelle Montréal participe. Donc, on pourra voir plus clairement ce dont vous avez besoin, parce qu'il y a des choses qui sont accessibles. La preuve, l'Office de consultation a mis des choses en ligne.

2650

Mme LOUISE ROY :

2655 Effectivement. Merci beaucoup, Monsieur Ducas. Alors, écoutez, en votre nom, je voudrais remercier nos cinq panélistes. Ça a été à la fois intéressant, animé. Il y avait des bonnes réponses qui se donnaient et des bons échanges. Et je pense que pour les trois jours qui viennent, vous avez vraiment bien mis la table et je vous en remercie au nom de tout le monde.

AJOURNEMENT

2660

Je soussignée, YOLANDE TEASDALE, sténographe officielle, certifiée sous mon serment d'office que les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription exacte et fidèle des propos recueillis par moi au moyen du sténomasque, le tout selon la loi.

ET J'AI SIGNÉ :

2665

Yolande Teasdale, s.o.